*Le populisme aux Etats-Unis : la question du peuple*

*Première partie*

Jamin Jérôme

Université de Liège

Jerome.jamin@ulg.ac.be

Introduction

Non seulement, à tort, le populisme est considéré comme un mot flou aux contours incertains, mais de surcroît, il est régulièrement associé au concept d’extrême droite. Partant, il apparaît comme une injure au point que dans le champ politique, il n’est pas conseillé d’essayer d’être populiste, et encore moins de se dire ouvertement populiste. On se dira volontiers populaire, mais jamais populiste, au risque de porter longtemps une étiquette disqualificatoire. Le phénomène dépasse le champ politique et se répand dans le débat public, la sphère médiatique et les milieux académiques. A table entre amis on accusera son voisin d’être populiste en raison de ces positions « simplistes », dans la presse, on reprochera à un élu de faire des promesses démagogiques et de « flirter avec le populisme », et à l’Université, on essaiera d’échapper à tout ce qui précède en sachant cependant que le phénomène populiste ne peut être totalement isolé de ce à quoi il renvoie au quotidien dans le débat public. Les difficultés qui entourent le concept de populisme sont nombreuses et prennent de l’ampleur lorsqu’on essaie de comparer des phénomènes à l’échelle internationale, l’Europe étant très différente en la matière, notamment, des Etats-Unis.

Le populisme n’est pourtant ni bon ni mauvais, ni positif, ni négatif ! C’est un discours qui peut mobiliser des idéologies multiples et variées et à bien des égards, il ne représente rien en tant que tel. C’est la forme qu’il va épouser qui lui donnera son vrai visage, ce n’est pas sa structure. C’est la vision du monde qu’il va relayer qui permettra de juger et de classer le discours, ce n’est pas son armature. Le populisme épouse des idéologies, il peut donc se greffer sur une idéologie d’extrême droite sans être réductible à cette dernière. Il est associé à l’extrême droite en Europe, non pas parce qu’il n’existe pas de populisme de gauche ou d’extrême gauche, mais parce que d’un point de vue historique, et plus particulièrement dans le monde francophone avec le plus ancien et le plus connu des partis - le Front national de Jean-Marie Le Pen -, les premières menaces populistes étaient le fait de partis racistes accusés d’être d’extrême droite, et parfois ouvertement héritiers de l’idéologie des fascismes des années 30. C’est surtout durant les années 80, que le concept de populisme prend une tournure négative et péjorative[[1]](#footnote-1).

Aux Etats-Unis, d’un point de vue historique (montée en puissance de l’Etat fédéral perçu comme usurpateur et élitiste depuis la révolution américaine), le populisme de « référence » apparaît très tôt, dès la fin du 19ème siècle, sous une forme assez « progressiste » avec le People’s Party. Il reviendra régulièrement, souvent « à droite », durant tout le 20ème siècle, parfois au sein même du parti républicain et du parti démocrate, et occasionnellement contre ces partis, contre le système, contre « Washington ». Dans un article consacré au populisme aux Etats-Unis, Pierre Mélandri précisait en 1997 que le populisme :

*est un discours qui resurgit chaque fois que le ‘rêve américain’ apparaît en danger, et qu’en identifiant l’immense majorité des Américains, quelle que soit leur occupation, à un noble rassemblement d’’hommes ordinaires, il a détourné les pulsions protestataires de la tentation révolutionnaire. Il a substitué à une lutte des classes entre bourgeoisie et prolétaires, un combat entre le ‘peuple’ et les ‘élites’ intellectuelles, politiques, bureaucratiques, industrielles ou financières.[[2]](#footnote-2)*

Si le populisme n’est pas synonyme d’extrême droite, est-il en phase avec la démocratie ou incarne-t-il son contraire, son dérèglement intime? La question mérite d’être posée car le populisme fait référence en permanence à la démocratie, au peuple et à son autonomie, et à bien des égards, il apparaît - ou veut apparaître - comme le premier défenseur de ce dernier : celui qui veut préserver et protéger la liberté du peuple. Lorsqu’il est perçu comme un discours sincère[[3]](#footnote-3), le populisme dénonce un déficit de représentation et prône des techniques alternatives de participation à la chose publique, il semble être en mesure de définir et d’expliquer le déficit démocratique, il interroge la légitimité des élus, et propose de remettre le peuple au centre du débat. S’il est sincère, et que son discours fait sens, il n’est pas une menace mais une manifestation inhérente à la dynamique démocratique. S’il est jugé sérieux, le populisme est aussi ce discours qui rappelle le vieux rêve de l’élite : gouverner sans le peuple, gouverner sans devoir rendre des comptes en permanence. Et en ce sens, il n’est pas une menace sur la démocratie mais un appel à plus de démocratie, une mise en garde face à l’accumulation du pouvoir en haut lieu, un rappel de la légitimité populaire face à la légitimité de l’élite[[4]](#footnote-4).

S’il est sincère, le populisme rappelle aussi les peurs suscitées par le peuple à travers l’histoire. Il laisse entendre que lors des révolutions française et américaine, le peuple est perçu comme une foule irrationnelle, incapable de s’autogouverner, une masse qui fait peur. Ceux qui « sont connus comme les ‘pères fondateurs’ de la démocratie moderne aux Etats-Unis et en France étaient tous ouvertement antidémocrates » explique Francis Dupuis-Déri[[5]](#footnote-5). A l’époque, personne ne se dit démocrate ou cherche à instaurer une démocratie, au contraire, les révolutionnaires l’associent à la tyrannie, à l’anarchie et à l’arbitraire, elle est un terme « repoussoir », et « l’élite politique (ne) commence à s’en réclamer (que) vers le milieu du 19ème siècle, mais en lui attribuant un sens nouveau », la démocratie n’est plus « un peuple assemblé pour délibérer librement », elle « désigne au contraire le régime libéral électoral » où « une poignée seulement de politiciens élus détiennent le pouvoir, même s’ils prétendent l’exercer au nom du peuple »[[6]](#footnote-6). Lorsqu’ils sont sincères, les populistes rappellent le glissement d’une légitimité qui passe du peuple aux élus, des gens à leurs représentants.

Aux Etats-Unis, l’ambiguïté des origines sur la sincérité des Pères fondateurs et sur leur mépris du peuple est doublée d’un désaccord sur les prérogatives de l’Etat fédéral vis-à-vis des Etats fédérés. Le 10ème amendement de la Constitution américaine indique que les compétences non explicitement accordées au gouvernement fédéral (et non interdites aux États) sont du ressort des États ou du peuple[[7]](#footnote-7), et il n’est pas rare que des mouvements populistes dénoncent un abus de pouvoir du gouvernement fédéral, ou une usurpation de prérogatives qui devraient revenir au peuple. L’obsession du Tea Party pour cet amendement et le discours de Donald Trump sur l’Etat fédéral en sont les manifestations les plus évidentes et les plus récentes. Et la comparaison avec le rejet de l’Union européenne par de nombreux partis populistes en Europe n’est pas sans intérêt.

Si le populisme fait référence en permanence à la démocratie, au peuple et à son autonomie, on peut aussi le soupçonner de démagogie et douter de sa sincérité. En effet, tout en se positionnant comme un vecteur de démocratie, il peut abuser de ses électeurs en transformant la réalité, en exagérant les menaces, et en créant de toutes pièces des ennemis. Il peut cacher ou nier une réalité sociale ou politique, et réduire les défis à un cadre simpliste ne permettant ni de comprendre la situation, ni d’identifier la cause des problèmes, ni de prendre de bonnes décision pour l’avenir. Le populisme peut alors générer un imaginaire de plus en plus en rupture avec la scène politique traditionnelle, au risque de guider le peuple par l’émotion et la peur. L’unité proclamée du peuple devient alors la mesure du degré d’enfoncement dans l’imaginaire. Au peuple diversifié, traversé par de multiples contradictions, se substitue alors le mythe du « peuple homogène », l’image du peuple ordinaire (uni dans sa simplicité et dans ses souffrances), ou encore le phantasme du peuple ethnique, racialement pur, face aux étrangers.

Dans cet article divisé et publié en deux parties pour des raisons de taille, nous voulons dédramatiser le concept de populisme, lui retirer son étiquette disqualificatoire (et sa permanence), et l’éloigner de son faux synonyme qu’est l’extrême droite. Pour y arriver, nous proposons un voyage aux Etats-Unis où le populisme est depuis toujours au cœur de la vie politique, sans être en rupture avec la dynamique démocratique.

Dans une première section (première partie), nous allons étudier le concept de populisme dans son rapport au concept d’idéologie. Ce travail nous permettra de montrer en quoi le populisme n’est pas une idéologie mais également en quoi ce concept porte une vision du monde qui oppose un « peuple » à une « élite » selon des caractéristiques spécifiques. Dans la section qui suit (première partie), nous nous pencherons sur l’image du peuple propre au populisme avec un regard sur la littérature savante en Europe et outre-Atlantique, et une approche spécifique sur les Etats-Unis dans une perspective empirique (illustration par le discours, les manifestes, le programme, les communiqués de presse, etc.). La section suivante (deuxième partie) offrira le même cheminement mais en se penchant cette fois sur le concept d’élite. Enfin, nous proposerons une section, plus courte, sur la place et le profil du leader charismatique dans la rhétorique populiste (deuxième partie). Dans la conclusion (deuxième partie), pour élargir la réflexion, nous nous intéresserons au lien entre populisme et démocratie, notamment au niveau du rapport à la politique, aux médiations et au temps politique.

Populismes et idéologies

De nombreux observateurs considèrent que le concept de « populisme » est flou et qu’il ne sert qu’à décrire des acteurs politiques « qu’il est impossible de classer dans une seule catégorie »[[8]](#footnote-8). Si on peut partager ce constat, notamment au niveau de l’usage politique et médiatique qui est fait de ce concept, ce dernier n’est pas pour autant vide de sens, il a même une longue histoire en Europe, mais surtout aux Etats-Unis dès la fin du 19ème siècle, et pour bien comprendre ce concept, l’ouvrage de Margaret Canovan « Populism », publié en 1981[[9]](#footnote-9), reste une référence. Ce texte important fait partie des premiers livres sur le sujet[[10]](#footnote-10), mais surtout, et nous ne ferons pas l’exception[[11]](#footnote-11), la plupart des travaux sur le populisme s’inspirent ou font référence à ce dernier sans jamais remettre en question sa thèse principale.

Canovan place l’opposition « peuple/élite » au cœur de son raisonnement. Dans la rhétorique populiste, explique-t-elle, le concept de « peuple » renvoie à l’idée de majorité et par inférence à l’idée de légitimité : le peuple représente un groupe majoritaire par rapport à d’autres composantes de la population ; son opinion est légitime et il faut l’écouter et en tenir compte ; la légitimité sous-entend également l’idée de « vérité » voire de « vertu »[[12]](#footnote-12). Cette particularité du populisme fait l’unanimité dans la littérature et il n’est pas rare de la retrouver aujourd’hui, plus de trente ans après, par exemple chez Ben Stanley lorsqu’il explique que l’idée de majorité renforce l’authenticité de la volonté du peuple[[13]](#footnote-13), et par extension l’authenticité du peuple lui-même. Cette authenticité, nous le verrons plus bas, fonctionne en miroir avec l’élite mensongère et manipulatrice. La rhétorique populiste obéit au schéma suivant explique Jean Leca :

*Si le peuple est bon alors que ses ‘représentants’ sont mauvais, il s’ensuit que : 1) la volonté du peuple (…) identifiée au bon sens, la justice et la moralité, prévaut sur toute norme institutionnelle construite par les hommes (c’est-à-dire les élites) ; 2) les gouvernants ne sont bons que dans la mesure où ils sont directement liés au peuple, par-dessus les élites intermédiaires, intellectuels, experts, technocrates et autres ‘têtes d’œuf’.[[14]](#footnote-14)*

De l’autre côté, dans le même schéma, face à ce peuple (et contre lui), Canovan évoque les « élites minoritaires et corrompues », il s’agit essentiellement des bureaucrates, des banquiers, des spéculateurs et des politiciens professionnels. Ces élites sont de connivence avec un « autre réputé dangereux »[[15]](#footnote-15), elles sont soupçonnées de ne pas agir au nom et dans l’intérêt du peuple mais plutôt au profit de leurs intérêts immédiats et privés.

L’analyse de Canovan ne veut pas dire que le populisme rejette la démocratie ou qu’il en est son contraire, ou sa négation. Cela signifie que le populisme est une demande radicale pour plus de démocratie, ou pour d’autres formes de pratiques démocratiques (consultation populaire, démocratie participative, etc.) même si au cas par cas, on pourra douter en partie ou totalement de la sincérité de ceux qui se drapent d’un objectif aussi vertueux. En effet, le populisme apparaît comme le grand défenseur de « l’autogouvernement le plus fort possible »[[16]](#footnote-16) et donc des formules de réappropriation du pouvoir tels que le référendum d’initiative populaire (une procédure très répandue dans de nombreux Etats aux Etats-Unis) ou le « recall » qui permet de démettre un élu, à l’image d’Arnold Schwarzenegger faisant face à Gray Davis en 2003, avant de le remplacer. Le populisme peut donc être aussi une dénonciation - sincère ou non, ce n’est pas ici le propos - de la démocratie dans sa dimension « représentative » au sens où les élites auraient profité de la délégation du pouvoir pour confisquer ce dernier. C’est ce qu’indiquait par exemple Donald Trump dans son discours d’intronisation à Washington le 20 janvier 2017: « La cérémonie d’aujourd’hui à une signification très spéciale parce que nous ne sommes pas simplement en train de transférer le pouvoir d’une administration à une autre, nous sommes en train de transférer le pouvoir de Washington vers vous, le peuple »[[17]](#footnote-17). Comme le Tea Party avant lui, Donald Trump dénonce une coupure « entre le peuple et les élites »[[18]](#footnote-18).

Le populisme est parfois aussi une demande de pratiques démocratiques plus participatives et plus délibératives[[19]](#footnote-19), « plus directe »[[20]](#footnote-20). Le « populisme se présente à la fois comme une critique de la démocratie, comme un rejet de la démocratie (sous sa forme représentative) et comme une exigence de démocratie »[[21]](#footnote-21).

Toujours dans la lignée des travaux de Canovan, Marc-Vincent Howlett indique que le « populisme joue sur une division unique qui ne souffre aucune exception, en annihilant le jeu des multiples contradictions qui agitent le corps social ». C’est ainsi, ajoute-t-il, que le populisme « entend soumettre l’analyse (ou plutôt son défaut d’analyse) à la seule figure de la dyade, par exemple le peuple contre l’Etat, le riche contre le pauvre, le travailleur contre l’assisté, le privé contre le public, l’immigré contre le travailleur national, le Bien contre le Mal, la Civilisation contre la Barbarie (…) »[[22]](#footnote-22). Si le populisme est une rhétorique qui oppose un peuple à une élite dans le cadre d’une société vue par les populistes comme divisée, dichotomique, traversée par des antagonismes[[23]](#footnote-23), peut-on dès lors parler d’une véritable idéologie politique? Ou le populisme est-il, au contraire, une manière de faire de la politique, un style, une stratégie politique destinée à amadouer les foules ? La question est complexe car le populisme semble à la fois se greffer sur des idéologies très différentes et en même temps, sa dimension antiélitiste ou antisystème semble indiquer que ce type de discours veut précisément aller plus loin, ou au-delà des clivages politiques traditionnels. Aux Etats-Unis, comme nous allons le voir plus bas, l’opposition peuple/élite s’est greffée à travers l’histoire sur des positionnements politiques très différents, allant de la gauche et du centre avec le People’s Party, Huey Long et Jesse Jackson, jusqu’à la droite (Ross Perot et Arnold Schwarzenegger) et l’extrême droite (Pat Buchanan et certaines composantes du Tea Party).

Le populisme n’est pas une idéologie[[24]](#footnote-24) car il n’a pas de théoricien, pas de héros, pas de doctrine, même s’il a une histoire[[25]](#footnote-25). En revanche, il épouse assez facilement les idéologies en déclinant au cas par cas la nature de son peuple (les travailleurs, les pauvres, les blancs, etc[[26]](#footnote-26).) et de son élite (les élus, les syndicats, les banquiers, etc[[27]](#footnote-27).). Ben Stanley parle d’idéologies « fines », ou « minces » (thin ideology) en opposition aux idéologies complètes[[28]](#footnote-28) (full ideologies). Les premières sont incapables de fournir un programme politique dense et cohérent pour répondre à de multiples enjeux politiques cruciaux, les secondes sont de véritables discours sur le monde qui couvrent tous les aspects de la vie en société.

Par le biais d’un usage intensif du concept « flou » de peuple[[29]](#footnote-29), le populisme substitue une opposition peuple/élite à une opposition gauche/droite sans supprimer complètement cette dernière, en tous cas au niveau du sens**,** il est en effet possible de continuer à mobiliser des représentations du peuple liées au clivage sans le nommer comme tel ni faire un usage explicite des mots concernés. Des différences idéologiques peuvent donc apparaitre : « peuple travailleur » au Peoples’s Party, « peuple exploité » chez Jesse Jackson, « peuple de souche » (« peuple WASP »[[30]](#footnote-30)) chez Pat Buchanan, etc. Et face à cette diversité, Guy Hermet[[31]](#footnote-31) propose de faire la part des choses entre les « peuples du populisme », le « populisme des anciens » et celui « des modernes », les « populismes fondateurs » (les narodniki russes, le boulangisme, le People’s Party des petits fermiers américains), les populismes d’Amérique latine (Vargas et Perón), les populismes d’Europe centrale et de Russie, les populismes de la décolonisation et le populisme européen avec notamment le Front national de Jean-Marie Le Pen (France) et le Parti de la liberté de Jörg Haider (Autriche), une diversité de situations où à chaque fois le peuple, l’élite et ce qui alimente leur opposition prennent une figure particulière.

Hermet précise qu’à la différence « des autres familles politiques, du traditionalisme monarchiste au marxisme en passant par le libéralisme, le socialisme, le fascisme ou l’anarchisme, le populisme ne compte ni théoriciens d’envergure ni doctrines élaborées »[[32]](#footnote-32). La littérature sur le populisme décrit avant tout un style politique, une rhétorique spécifique, une stratégie mobilisatrice qui exploite le ressentiment[[33]](#footnote-33), un discours démagogique[[34]](#footnote-34), une impulsion, ou encore un moyen de persuasion[[35]](#footnote-35).

**L’image du peuple**

Aux Etats-Unis, les personnalités, les partis, les discours et les programmes politiques populistes appuient leur argumentation sur une certaine représentation du peuple, et une certaine idée de son rôle en tant qu’acteur de l’histoire. Les contenus derrière le concept de peuple peuvent varier d’un discours à l’autre mais à chaque fois on retrouve l’idée de majorité, l’idée d’homogénéité et l’idée du travail dur, c’est-à-dire la représentation d’un peuple laborieux qui effectue un travail physique difficile.

Les individus qui sont mentionnés dans les discours populistes sont souvent présentés comme exclus du système soit sur le plan de la réussite économique, soit au niveau de la capacité à posséder un bien (un logement par exemple), soit au plan politique, c’est-à-dire au niveau de la participation au pouvoir et au jeu électoral. Ces gens sont en dehors des lieux de décision, mais ils n’en sont pas moins les représentants du plus grand nombre. Dans la littérature, on dit qu’ils incarnent la majorité de ces « hommes de la rue », de ces « hommes ordinaires »[[36]](#footnote-36), de ces « monsieurs tout le monde »[[37]](#footnote-37). Le peuple du populisme est donc présenté comme majoritaire car il se confond avec l’idée du plus grand nombre, de la masse, il est le « monde des petits »[[38]](#footnote-38) qui, ensemble, forme la grande majorité de la population. Le « peuple » du populisme, c’est la masse des gens qui incarne la souveraineté démocratique, la souveraineté populaire[[39]](#footnote-39).

On trouve une illustration de ce qui précède, aux Etats-Unis, à gauche du spectre politique, dans les discours du révérend Jesse Jackson alors candidat à la primaire Démocrate lors des élections présidentielles de 1984 et 1988. A l’époque, il se présente comme le défenseur « des pauvres, des méprisés, des rejetés » qu’il s’agisse des noirs dans les ghettos, des latino-américains, des blancs pauvres, ou encore des femmes qui subissent des discriminations importantes. Jackson veut rassembler les 35 millions de pauvres jetés à la rue à cause des coupes budgétaires de l’administration Reagan. Durant cette période, le révérend est incontestablement le candidat le plus charismatique mais aussi le plus émotionnel[[40]](#footnote-40), il parvient à mobiliser des référents religieux qu’il introduit dans une dénonciation de la pauvreté sur fond de remise en question de l’ensemble de la politique menée par l’occupant de la Maison blanche.

*Monsieur Reagan nous demandera de prier, et je crois en la prière. J'en suis arrivé là par la force de la prière. Mais ensuite, nous devons observer de la fausse prophétie. Il diminue l'assistance en termes d’accès à l’énergie aux plus démunis, il retire les programmes de petit-déjeuner et de déjeuner gratuits pour les enfants, réduit les formations professionnelles pour les enfants, pour ensuite dire à une table vide, "laissez-nous prier". Il n'est manifestement pas familier avec la base de la prière. Vous remerciez le Seigneur pour la nourriture que vous êtes sur le point de recevoir, pas pour celle qui est partie. Je pense que nous devrions tous prier, mais ne priez pas pour la nourriture disparue, priez pour que l'homme qui est responsable de sa disparition quitte le pouvoir (discours préalable à la Convention Démocrate nationale, le 18 juillet 1984).[[41]](#footnote-41)*

Jackson parvient à lever le vote d’un nombre de délégués beaucoup plus important qu’il n’espérait, mais malgré ses talents d’orateur, il est battu par Gary Hart et Walter Mondale[[42]](#footnote-42). Les deux campagnes de Jackson s’appuieront fortement sur la thématique de la National Rainbow Coalition (coalition arc-en-ciel), un programme qui vise à mobiliser les minorités pour qu’elles votent et qui, comme son nom l’indique, rassemble des individus de « toutes les couleurs » : « Notre drapeau est rouge, blanc et bleu, mais notre nation est un arc-en-ciel – rouge, jaune, brun, noir et blanc – et nous sommes tous précieux du point de vue de Dieu »[[43]](#footnote-43).

Bien inscrit dans la tradition populiste américaine, le discours de Jackson évoque une opposition forte entre un « peuple » et une « élite » avec cependant des caractéristiques très spécifiques liées à la fois à l’époque (les années Reagan), à la couleur de peau de Jackson, à son statut de révérend, et à son positionnement à gauche au sein d’un appareil démocrate traversé par de multiples tendances. Le peuple chez Jackson, ce sont les gens « bloqués au fond » et exclus du rêve américain, ce sont les afro-américains racialement discriminés[[44]](#footnote-44), ce sont les femmes victimes de sexisme, les fermiers désemparés, les travailleurs, les working poors, les travailleurs pauvres « qui travaillent dur et qui ne se plaignent pas», et qui souvent, n’ont pas de couverture santé. Ce sont aussi les petits entrepreneurs qui n’ont pas profité de la diminution des taxes réservée aux riches sous l’administration Reagan. Ce sont aussi les pauvres, les gens dans la rue et les illettrés. Jackson explique que ses électeurs, ce sont les gens désespérés, déshérités, « jamais respectés », des gens qui ont voté de nombreuses fois pour les Démocrates et qui ont mis tous leurs espoirs dans le parti[[45]](#footnote-45).

La Rainbow coalition rassemble des gens très différents qui partagent les mêmes souffrances et qui ont les mêmes problèmes. Dans ses discours, Jackson utilise la métaphore du « quilt » pour figurer sa conception d’un peuple pluriel composé de multiples pièces, de multiples tailles, de multiples origines : les Blancs, les Hispaniques, les Noirs, les Juifs, les Arabes, les militants pour la paix, les hommes d’affaires, les jeunes, les vieux, les gays, etc. Tout cela compose « the American quilt »[[46]](#footnote-46).

Dans la même logique, toujours à gauche du spectre politique, en observant le People’s party à la fin du 19ème siècle aux Etats-Unis, Hermet insiste sur le fait que celui-ci « naît d’une véritable protestation populaire exprimée par ceux qui constitueront sa base humaine : les petits exploitants agricoles de l’Ouest (…) et à un moindre degré les mineurs, les prohibitionnistes, les socialistes chrétiens, les femmes des milieux modestes et quelques autres encore, toujours issus de couches plébéiennes »[[47]](#footnote-47). Et Hermet d’évoquer un « populisme plébéien » rassemblant l’ensemble des catégories de la population, l’ensemble des petits, la grande « majorité » exploitée par une « minorité ». John Judis indique pour sa part que jusqu’au moment où le mouvement a commencé à se désintégrer, « le People’s Party d’origine était principalement un mouvement de gauche »[[48]](#footnote-48).

Basé sur l’idée du plus grand nombre et porteur de la légitimité qu’implique l’idée de majorité, le concept de « peuple » possède du même coup deux significations importantes, mais contradictoires. Avec sa dimension de masse et donc de diversité et de multiplicité, le « peuple » peut signifier énormément de segments de la population (classes sociales, travailleurs, retraités, jeunes et vieux, etc.), et à ce titre, ce concept est fondamentalement flou, mais d’autre part, étant donné son usage « unificateur », « rassembleur » et « simplificateur » dans la rhétorique populiste, il doit, pour être efficace, renvoyer également à un groupe social radicalement homogène[[49]](#footnote-49) afin que les personnes concernées ou visées par le discours se reconnaissent.

Ainsi, au peuple de Jesse Jackson, on opposera celui de Ross Perot, « populiste fiscal », candidat indépendant lors des scrutins présidentiels de 1992 et 1996, homme d’affaires milliardaire qui inspirera Donald Trump 25 ans plus tard. Inconnu du grand public, Perot va construire sa campagne en mettant en évidence ses qualités d’entrepreneur capable d’obtenir rapidement des résultats et en affichant trois objectifs : changer le « système » en profondeur, redonner le pouvoir au peuple, et sortir de la paralysie orchestrée, d’après lui, volontairement par les Démocrates et les Républicains depuis des décennies.

Le peuple chez Perot, ce sont les gens qui travaillent dur et qui pourtant sont endettés, des gens sérieux, consciencieux et courageux mais qui vivent dans un pays endetté. Des gens qui ont du cœur, qui veulent aider les plus démunis, fournir une bourse pour les élèves méritants, et permettre à chacun d’accéder aux soins de santé[[50]](#footnote-50). Le peuple de Perot, ce sont les « propriétaires du pays », les « actionnaires » des Etats-Unis, un peuple qui n’a pas été assez vigilant et qui a laissé ses dirigeants enfoncer le pays dans la dette et le déficit. Le peuple de Perot est travailleur, honnête et courageux, il a du cœur mais il est menacé, il a perdu le contrôle de son propre pays[[51]](#footnote-51). Perot pense le peuple dans une perspective fiscale.

*Je pense que ce qui me rend différent est le fait que 5 millions et demi de personnes sont, de leur propre initiative, venus ensemble et ont couché mon nom sur le bulletin de vote. Je n'ai pas été élu par chacun des deux partis; Je n'ai été élu ni par aucun comité d'action politique (PAC), ni par aucun lobbyiste étranger, ni par aucun intérêt financier spécial. Il s'agit d'un mouvement qui est venu du peuple. C'est de cette façon que les rédacteurs entendaient la nature du gouvernement, un gouvernement qui vient du peuple. De tout temps nous avons élaboré un gouvernement qui vient à la rencontre du peuple, qui vient du sommet vers la base, là où les gens sont plus ou moins traités comme des objets pour être gavés d'évènements commerciaux et médiatiques, de messages de peur, d'attaques personnelles et de choses de ce genre. La chose qui rend différente ma candidature et qui la rend unique est qu'elle vienne de millions de personnes dans les cinquante Etats à travers tout le pays, qui voulaient un candidat qui ne travaillait et n'appartenait à personne d'autre qu'eux. Je rentre dans cette course en tant que leur serviteur et je leur appartiens. Tout ceci vient donc du peuple. (Extrait de la retranscription du premier débat télévisé entre Bill Clinton, George Bush et Ross Perot le 11 octobre 1992).*[[52]](#footnote-52)

Canovan établit une différence entre trois « peuples » : le peuple uni (united people), incarné par la nation ou le pays[[53]](#footnote-53), et contre les partis et les intérêts particuliers qui le divisent ; le peuple « identitairement » spécifique, « notre peuple », le peuple ethnique (our people)[[54]](#footnote-54) ; et le peuple ordinaire (ordinary people) qui est normal et « banal » (au sens ordinaire et non-péjoratif) face aux élites et aux privilégiés[[55]](#footnote-55). Taguieff distingue pour sa part deux grandes catégories de peuple selon que le peuple auquel on fait appel est considéré comme dêmos ou comme ethnos. Dans la première catégorie, à laquelle correspond le « populisme protestataire », l’appel au peuple est orienté vers/contre les élites. Le peuple, « l’ensemble des citoyens ordinaires », s’affirme donc ici dans sa différence vis-à-vis de « ceux d’en haut », et il est facile de positionner un tel discours à gauche voir à l’extrême gauche si cette opposition est doublée d’un clivage opposant les riches et les pauvres ou les riches et les classe moyennes. Dans la deuxième catégorie, à laquelle correspond le « populisme identitaire », l’appel au peuple se fixe sur l’idée nationale[[56]](#footnote-56) et peut aisément être associé à un rejet des étrangers, à un discours raciste et nationaliste, et donc à l’idéologie d’extrême droite.

On retrouve le peuple « ethnique » ou le peuple « identitaire » chez Pat Buchanan. En 1992, lorsque dans la foulée de la première guerre du Golfe le Président Bush confirme son intention de partir en croisade pour construire un « Nouvel ordre mondial »[[57]](#footnote-57), Buchanan indique aux membres, aux militants et aux électeurs du parti républicain qu’une rupture importante est en train d’avoir lieu au sein même du parti républicain. Dans le cadre des primaires, il se positionne alors comme le candidat « nationaliste » qui mettra toujours les intérêts de l’Amérique blanche et chrétienne avant le reste, et il s’oppose à Bush et aux « mondialistes » qui cherchent à soumettre la richesse, la culture et le pouvoir des Etats-Unis à des forces internationales et anonymes. Buchanan relèvera le défi une deuxième fois au parti républicain en 1996. Il s’oppose alors à Bob Dole durant les primaires avant d’être battu également par ce dernier. D’après Denis Lacorne, Buchanan :

*était le plus nativiste des candidats aux élections présidentielles de 1996. Son programme de défense d’une ‘Amérique forteresse’ prévoyait, entre autres, l’imposition d’un moratoire de cinq ans sur toutes les formes d’immigration autorisées par la loi, la suppression des aides sociales dont bénéficiaient les immigrés, l’érection d’une ‘double barrière’ sur la frontière américano-mexicaine en vue d’arrêter, une fois pour toutes, l’‘invasion étrangère’.[[58]](#footnote-58)*

 L’objectif des nativistes est la création d’une culture homogène et uniforme, qui serait proprement américaine et qui ne serait pas contaminée par l’arrivée incontrôlée de « hordes » d’étrangers. Les nativistes dénoncent « l’étranger ‘inassimilable’ à cause de sa langue, de ses mœurs et de son manque de loyauté politique »[[59]](#footnote-59).

Le peuple « ethnique » ou « identitaire » apparait d’abord discrètement dans *The Great Betrayal*, un ouvrage consacré aux divisions et aux tensions qui émanent de l’ordre économique imposé par les élites. Buchanan y oppose dans un registre populiste deux types d’Américains qui offrent une idée du camp dont il se veut le défenseur.

*D'un côté se situe la nouvelle classe, "la troisième vague américaine" – les banquiers, avocats, diplomates, investisseurs, lobbyistes, académiciens, journalistes, directeurs, professionnels, entrepreneurs de haute technologie, prospérant au-delà de leurs rêves (…). De l'autre côté de la division nationale se situe la "seconde vague américaine", les Américains laissés de côté. Col-blanc ou col-bleu, ils travaillent pour quelqu'un d'autre, la plupart avec ils travaillent pour quelqu'un d'autre, la plupart avec des mains, outils et machines dans des usines sur le point d'être hissées sur l'autel commercial d'une certaine rationalisation des entreprises dans une cité lointaine ou dans un pays étranger. La "seconde vague américaine" est un pays d'anxiété pour la classe moyenne, un pays d'espoirs découragés et de rêves disparus, où l'insécurité économique est un critère de vie préexistant, et où les cités ouvrières deviennent rapidement des villes fantômes. (…) Le peuple sait, au plus profond de lui-même, que les Etats-Unis ne seront plus jamais le pays dans lequel ils ont grandi. (…) Pour l'Amérique moyenne, quelque chose n'a pas fonctionné. Ils ont joué le jeu, mais la promesse n'a pas été respectée. (Buchanan, Pat,* The Great Betrayal: How American Sovereignty and Social Justice Are Being Sacrificed to the Gods of the Global Economy, *Little, Brown and Company, 1998, pp. 6-7). [[60]](#footnote-60)*

Dans un autre ouvrage, The Death of the West, les choses se clarifient, ce n’est plus le travailleur ou la classe moyenne qui sont menacés mais la population « blanche » et plus précisément les Américains « blancs »:

*En 1960, les peuples d'ascendance européenne représentaient un quart de la population mondiale; en 2000, ils représentaient un sixième; en 2050, ils seront un dixième. Ce sont les statistiques d'une race en voie d'extinction. (…) Hors de l'Albanie musulmane, aucune nation européenne ne pourra se prévaloir d'assez d'enfants pour renouveler sa population. Les Hispaniques sont dorénavant le principal groupe ethnique dans quatre des cinq villes les plus importantes du Texas. L'Amérique suit la voie de la Californie et du Texas. (…) D'ici 2050, les Euro-Américains, (…) seront une minorité, en cause une politique d'immigration parrainée par les Républicains. (Buchanan Pat, The Death of the West: How Dying Populations and Immigrant Invasions Imperil Our Country and Civilization, New York : St. Martin’s Press, 2002, p.136).[[61]](#footnote-61)*

Le peuple chez Buchanan, c’est l’individu qui travaille dur pour gagner honnêtement sa vie, c’est l’Américain blanc et croyant, attaché aux valeurs chrétiennes, c’est l’immigré d’origine européenne qui est venu tenter sa chance aux Etats-Unis et qui rapidement adopte la culture et les mœurs de son pays d’accueil, c’est l’enfant bien élevé, courageux et honnête qui est conditionné par les médias et qui finit par devenir un « consommateur aliéné et déraciné ». C’est le vieillard qui après une vie de dur labeur est monstrueusement agressé par des gens de couleur, c’est la classe moyenne américaine, conservatrice, attachée à la famille, au travail et à la terre, ce sont les gens honnêtes mais naïfs, des gens manipulés par les élites et incapables d’identifier correctement la source de tous leurs malheurs.

Aux Etats-Unis, Chip Berlet considère que « les mouvements populistes peuvent être de droite, de gauche ou du centre », ils peuvent « être égalitaire ou autoritaire, et compter soit sur un réseau décentralisé[[62]](#footnote-62) ou un chef charismatique. Ils peuvent revendiquer de nouvelles relations sociales et politiques ou romancer le passé »[[63]](#footnote-63). Les partis populistes :

*Peuvent promouvoir certaines formes d’antiélitisme qui visent soit de véritables structures d’oppression soit des boucs émissaires prétendument membres d’un complot secret. Ils peuvent définir le ‘peuple’ d’une manière qui est inclusive et qui remet en question les hiérarchies traditionnelles, ou d’une manière qui réduit au silence et diabolise certains groupes oppressés.[[64]](#footnote-64)*

Dans le même ordre d’idée, Stavrakakis et Angelopoulos ajoutent que « l’enjeu n’est pas d’admettre ou de nier l’existence du populisme, mais de prendre en compte la fonction concrète (démocratique ou anti-démocratique) de chaque populisme »[[65]](#footnote-65). Judis pour sa part précise : « il y a des partis populistes de droite, de gauche et du centre. Ce n’est pas une idéologie, c’est une logique politique - une façon de penser la politique »[[66]](#footnote-66).

Majoritaire et homogène, le peuple du populisme est aussi laborieux, les discours populistes font référence, d’une manière ou d’une autre, même indirectement, au travail, et plus particulièrement au dur labeur de la population. Les laissés-pour-compte, les « gens d’en bas », les ouvriers, les « working poors », les fermiers et les « hommes de la rue » sont tous, avant tout, des gens qui travaillent dur - ou voudraient travailler dur -, pour gagner leur vie, des gens qui « respectent la réussite honnête par le travail » explique Taguieff dans une description du peuple auquel le discours thatchérien s’adressait dans les années 80[[67]](#footnote-67). Les « travailleurs » du populisme contribuent à la richesse collective à la sueur de leur front, ils sont attachés à une éthique du producteur de biens et de richesses basée sur le mérite et l’effort individuels[[68]](#footnote-68).

La rhétorique populiste est truffée de références au travail laborieux du peuple exploité, en témoigne notamment la propension des auteurs de ces discours à se prétendre eux-mêmes issus de la classe laborieuse (Jean-Marie Le Pen en France, Jesse Jackson aux Etats-Unis) ou, à défaut d’être véritablement issu de la classe ouvrière, de « s’être fait soi-même » par le biais d’un travail long et acharné sans avoir été aidé par ses proches, son milieu ou sa famille (Ross Perot et Donald Trump aux Etats-Unis, Silvio Berlusconi en Italie, etc.). En comparant les discours du télévangéliste Pat Robertson et du Pasteur Jesse Jackson qu’il considère comme des american gospel populists (littéralement des évangélistes populistes américains[[69]](#footnote-69)), Allen Hertzke met en évidence la dénonciation par Jesse Jackson de l’exploitation des pauvres par les riches, du « peuple par les élites », des travailleurs par les multinationales, les banquiers et autres financiers[[70]](#footnote-70). Systématiquement, le thème de l’exploitation du plus grand nombre par quelques-uns revient, développant l’image « d’une société qui oppose la majorité productive et payeuse de taxes à une minorité de politiciens, de bureaucrates et à leurs clients qui consomment les fruits issus du labeur de cette dernière »[[71]](#footnote-71).

On retrouve l’idée du peuple travailleur exploité par les riches dans la rhétorique de Huey Long[[72]](#footnote-72), élu en 1928 gouverneur de Louisiane sur base d’un programme proposant le partage des richesses et la lutte contre les inégalités. Long va d’abord soutenir le Président Roosevelt, notamment lors de la campagne présidentielle de 1932, avant de devenir un critique sévère du New Deal qu’il juge trop en faveur des riches et des puissants qui exploitent le peuple. Il se présente comme un homme politique de gauche avec un regard critique sur ce qu’il appelle un « New deal trop hésitant ». « Quand l’administration a été vers la gauche, j’ai voté avec elle, lorsqu’elle est allé vers la droite, j’ai voté contre elle » indiquait-il à l’époque[[73]](#footnote-73).

"Ces deux hommes, Mr. Hoover et Mr. Roosevelt, sont sortis du bois et ont dit qu'il devait y avoir une décentralisation de la santé, mais aucun des deux n'a entrepris quelque chose à ce sujet. (…) Mais je souhaite vous avertir que rien de ce qui n'a été fait jusqu'à cette date n'a appauvri en rien ces détenteurs de capitaux ; ils détiennent simplement autant qu'avant, et probablement un peu plus ; ils détiennent simplement autant la dette des petites gens aujourd’hui qu'ils l’ont toujours détenu par le passé, et probablement un peu plus. Et, mes amis, à moins que nous redistribuions aux citoyens de ce pays une part juste du gâteau, par laquelle ils bénéficieront tous d'une partie des ressources de ce pays, il n'existe aucune chance sur cette éternelle terre divine pour sauver ce pays et sauver les citoyens de ce pays (extrait de « Share Our Wealth. Every Man a King », discours à la radio le 23 février 1934). Le texte intégral est disponible sur le site dédié à la vie et aux archives relatives à Huey Long : <http://www.hueylong.com/programs/share-our-wealth-speech.php> *[[74]](#footnote-74)*

Le peuple chez Long, c’est le travailleur, l’entrepreneur local, mais aussi l’homme d’affaires qui certes s’enrichit, mais en produisant des biens ou des services et pas en générant de « l’argent à partir de l’argent » (à l’instar des spéculateurs). Le peuple, c’est aussi les pauvres, les malades, les illettrés, les handicapés, les vieilles personnes, ce sont ceux qui sont frappés par les aléas de la vie, expulsés de leur maison faut de paiement des mensualités, ceux qui naissent sans argent, ni héritage, ni famille. Le peuple enfin, c’est aussi les afro-américains qui chez Long ne font pas l’objet de stéréotypes et ne sont pas utilisés comme des boucs émissaires, un fait rare à l’époque, surtout dans le Sud, surtout en Louisiane. Sans avoir combattu spécifiquement pour la cause des gens de couleur, Long a en effet eu le mérite de ne pas en faire un objet de campagne comme en témoigne un article publié à l’époque dans « The Crisis »[[75]](#footnote-75) :

*Du défunt Sénateur Huey P. Long, les Afro-Américains peuvent dire qu’il était le seul homme politique du sud à avoir ces dernières décennies atteint une visibilité nationale sans avoir utilisé la haine raciale comme matériel de campagne… Mais lorsque cela est dit, du point de vue de la cause noire, son histoire s’arrête là.[[76]](#footnote-76)*

Oppressé et exploité, le peuple du populisme « parle juste sans être écouté »[[77]](#footnote-77). Le peuple est bon affirmait déjà Huey Long aux Etats-Unis quelques années après le crash boursier de 1929 : « Si vous croyez que la Louisiane peut être dirigée par le peuple, que le pauvre est aussi bon que le riche, que la Louisiane est un Etat où chaque homme est un roi mais où personne ne possède de couronne, alors votez pour moi »[[78]](#footnote-78).

Fin de la première partie.

*Le populisme aux Etats-Unis : le rejet de l’élite*

*Deuxième partie*

Jamin Jérôme

Université de Liège

Jerome.jamin@ulg.ac.be

Dans la première section de la première partie de notre article, nous avons étudié le concept de populisme dans son rapport au concept d’idéologie. Ce travail nous a permis de montrer en quoi le populisme n’est pas une idéologie mais également en quoi ce concept porte une vision du monde qui oppose un « peuple » à une « élite » selon des caractéristiques spécifiques. Dans la section qui a suivi, nous nous sommes penché sur l’image du peuple propre au populisme avec un regard sur la littérature savante en Europe et outre-Atlantique, et une approche spécifique sur les Etats-Unis dans une perspective empirique (illustration par le discours, les manifestes, le programme, les communiqués de presse, etc.).

Dans cette deuxième partie, la section consacrée aux élites offrira le même cheminement mais en se penchant cette fois sur le concept d’élite comme ennemi du peuple. Par ailleurs, nous proposerons une section, plus courte, sur la place et le profil du leader charismatique dans la rhétorique populiste. Dans la conclusion, pour élargir la réflexion, nous nous intéresserons au lien entre populisme et démocratie, notamment au niveau du rapport à la politique, aux médiations et au temps politique.

**Les élites**

La rhétorique populiste évoque deux groupes qui sont dans une relation antagoniste, et à la valorisation du peuple, elle oppose une diabolisation de l’élite[[79]](#footnote-79).

Les défauts des élites correspondent aux qualités du peuple et celui-ci étant majoritaire, homogène et laborieux, l’élite représente une minorité hétérogène, paresseuse et cupide. L’élite ne représente jamais plus qu’une poignée d’individus dont le nombre, s’il peut varier dans des proportions importantes, est toujours passablement inférieur au groupe majoritaire. L’élite possède de multiples visages qui chacun à leur manière renforce cette idée fondamentale de minorité. En Europe, dans le discours d’Andrzej Zbigniew Lepper, Président du parti populiste polonais Samoobrona (« Autodéfense »), l’élite est composée de gens « dominants » qui possèdent le pouvoir de façon illégitime et qui conservent jalousement leur statut face aux tentatives du peuple pour récupérer ce qui leur appartient, c’est-à-dire le « droit de prendre des décisions »[[80]](#footnote-80). En Grèce, dans le discours du parti populiste de gauche Syriza en 2012, l’élite est à un premier niveau les « forces politiques à l’intérieur du pays » (les trois partis de la coalition gouvernementale ND, PASOK, DIMAR[[81]](#footnote-81)), et à un deuxième niveau le « néo-libéralisme et ses avocats » que sont les institutions financières comme le Fond monétaire international, la banque centrale européenne et l’Union européenne[[82]](#footnote-82). Ces deux niveaux sont d’ailleurs parfois délibérément confondus. Le « populisme à la française », pour sa part, exprime « un mépris pour la propension des partis dominants à chasser en bande puis à exercer le pouvoir à leur seul profit ».

*Il lance un cri d’angoisse des appauvris et des victimes d’un ‘système’. Il formule un espoir pour revanchards, un rejet des ‘pourris’ et des ‘ripoux’, des ‘impuissants’, des ‘gros’, un déni des élites politiques et médiatiques, des technocrates, de ‘l’énarchie’, des ‘agents du fisc’, des ‘profiteurs’, des ‘intellos’ : tous comploteurs, tous ‘vendus’, tous suspectés de ‘conflits d’intérêts’, tous dénoncés comme tels.[[83]](#footnote-83)*

En Europe, depuis Maastricht, les populistes parlent de Bruxelles à l’échelle européenne (menace d’un gouvernement supranational), des financiers de Londres (menace de la haute finance) ou encore de « l’établissement » parisien (Jean-Marie Le Pen contre la « bande des 4 »). A chaque fois, les ennemis sont des experts, des politiciens professionnels, des consultants, des conseillers, des appareils de partis (et leurs organisations satellites), ou encore des banquiers, des financiers et des spéculateurs en tous genres. Quels que soient les individus de « pouvoir » évoqués, ceux-ci sont systématiquement décrits comme une minorité secrète, « des menteurs professionnels », des profiteurs qui « se partagent le gâteau »[[84]](#footnote-84) et qui sont inspirés par des objectifs peu avouables.

Aux Etats-Unis, en périodes troubles « les angoisses des populations fragilisées aboutissent aux mêmes rengaines : les ‘élites’ concentrent trop de pouvoir, les politiques d’immigration sont laxistes, la classe politique est inféodée aux intérêts particuliers, qu’ils se nichent à Wall Street ou au cœur de la bureaucratie non élue de Bruxelles »[[85]](#footnote-85). Robert Singh insiste sur l’antipathie qu’inspire le gouvernement fédéral américain à des leaders populistes aussi différents que David Duke (extrême droite suprémaciste[[86]](#footnote-86)), Pat Buchanan et Louis Farrakhan (leader de Nation of Islam). A chaque fois précise-t-il, c’est « nous contre eux »[[87]](#footnote-87), le peuple contre les élites de Washington, la majorité des Américains contre le gouvernement fédéral livré aux mains d’une poignée d’individus. A la fin du 19ème siècle déjà, un leader du People’s party, Mary Elizabeth Lease, affirmait que « Wall street possède le pays », et que ce « n’est plus un gouvernement de, par et pour le peuple, mais de, par et pour Wall Street", que les gens de ce pays ‘sont des esclaves’, et que ‘le monopole est le maître’ »[[88]](#footnote-88). On distingue dans ce discours la majorité populaire, « les gens » d’une part, et de l’autre, la poignée d’individus qui exploitent le peuple, « d’un côté les magnats et les financiers de Wall Street et de l’autre le peuple », d’un côté « les ploutocrates, les aristocrates et autres rats », et de l’autre les gens honnêtes.

Chez Ross Perot, l’élite est composée de « politiciens de carrière qui ont perdu le contact avec les problèmes du citoyen moyen »[[89]](#footnote-89), c’est le microcosme intellectuel, politique et économique de Washington qui a trompé le peuple, notamment en développant les prérogatives de Washington à grand frais pour subvenir à ses besoins (augmentation des salaires et des avantages, croissance du gouvernement, etc.), et en parallèle en augmentant considérablement la dette fédérale sans jamais vraiment avoir consulté le peuple ni même pris la peine de lui en parler. L’élite politique est cupide et se laisse facilement influencée par les lobbyistes, ces « gens avec des costumes à mille dollars et des chaussures en crocodile qui circulent dans les couloirs du Congrès et qui pèsent sur les politiques publiques aujourd’hui (…) »[[90]](#footnote-90). L’élite, d’après Perot, ne produit rien contrairement aux industriels et aux hommes d’affaires, elle est obsédée par l’argent, pour elle-même d’abord, mais aussi pour financer ses campagnes électorales, elle est devenue immorale, et de surcroît, elle se reproduit et se protège comme une aristocratie. L’élite, c’est le système, c’est « un village où la Maison blanche dit, c’est le Congrès qui l’a fait ; et le Congrès dit, c’est la Maison blanche qui est responsable »[[91]](#footnote-91).

Dans une section de son ouvrage United We Stand intitulée « La trahison des élites », Perot précise que les élites sont « les gens qui vont à Washington pour faire du bien et qui reste pour faire du bien à leurs propres intérêts. Ils prennent des emplois au gouvernement pour obtenir de l’expertise et enrichir leur cv. Ensuite ils utilisent l’expérience et le savoir qu’ils ont obtenu en tant que personnes payées par l’Etat pour lever des contrats de consultance à 500 000 dollars avec des gouvernements étrangers et les « gros intérêts ». C’est la fameuse « porte coulissante »[[92]](#footnote-92). Et cette élite survit à travers le temps, elle se reproduit et transforme les nouveaux venus. Perot explique :

*La vague de nouveaux membres du Congrès qui étaient élus en 1974 en tant que réformateurs après le scandale du Watergate étaient une élite brillante et sincère que le Congrès n’avait jamais vu de toute son histoire. 18 ans plus tard, ceux qui sont restés en place font encore plus partie du ‘système’ que ceux qu’ils ont remplacé.[[93]](#footnote-93)*

Chez le candidat et le gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger - enjeux locaux et californiens obligent -, ce sont moins Washington et l’Etat fédéral que les « intérêts spéciaux »[[94]](#footnote-94) qui incarnent l’élite, c’est-à-dire la connivence qui existe entre une classe politique californienne bien installée depuis longtemps, les syndicats, certains lobbyistes et différents acteurs qui s’enrichissent en faisant tout « pour que rien ne change ».

Lors de son discours d’investiture, Schwarzenegger a précisé à plusieurs reprises qu’il allait prendre ses fonctions en « n’appartenant à personne à l’exception du peuple », et qu’il allait engager son action dans l’intérêt du peuple, et par pour les intérêts spéciaux[[95]](#footnote-95). Rappelant que la souveraineté vient des gens et ne vient pas du gouvernement, Schwarzenegger explique que système ne fonctionne plus, qu’il faut le changer en profondeur, qu’il faut le réformer :

*Cette élection ne concernait pas le remplacement d'un homme. Cela ne concernait pas la substitution d'un parti. Il s'agissait d'un changement dans la politique climatique de ce pays. Partout où je suis allé durant ma campagne, je pouvais sentir l'appétit des citoyens pour un travail collectif des élus, pour travailler ouvertement et pour travailler pour le bien commun. Cette élection était le véto citoyen contre la politique et les pratiques d’avant* *.[[96]](#footnote-96)*

Lors de son discours de « l’Etat de l’Etat » le 5 janvier 2005, Schwarzenegger insiste : « Mes collègues, je vous le dis, le courage politique n’est pas un suicide politique. Ignorez les lobbyistes. Ignorez les politiques. Faites confiance au peuple ». Et dans le même discours, il ajoute « on doit reprendre notre responsabilité sur le budget. On doit avoir une nouvelle approche qui dépasse les intérêts spéciaux et les pressions qui ont transformés certains législateurs en vendeurs ».

De nombreuses caractéristiques du discours populiste apparaissent dans les interventions du Gouverneur pendant sa première campagne mais aussi pendant ses deux mandats et sa deuxième campagne. Schwarzenegger revient souvent sur l’idéal démocratique où le peuple devrait contrôler son destin et où le système ne devrait pas être soumis aux « intérêts » et/ou aux partis politiques : « Let the People decide » expliquait le gouverneur à la presse dès le lancement de ses nouvelles initiatives, notamment sur le budget, juste après son élection. Il évoque aussi la multiplication des intermédiaires entre le peuple et le pouvoir qui diminue la vivacité de la démocratie. Evoquant le gaspillage de l’argent public, il indique qu’il souhaite supprimer près de « 100 commissions et comités qui ne sont pas nécessaires », ce qui permettra « d’abolir près de 1000 mandats politiques dans la foulée » : aucune personne payée par l’Etat « ne devrait gagner 100 000 dollars par an pour seulement se rencontrer 2 fois par an »[[97]](#footnote-97).

L’élite, en 2009, dans le discours du Tea Party[[98]](#footnote-98), c’est Obama, un « intellectuel entouré d’universitaires, un homme éloigné des préoccupations de la Middle America (l’Amérique moyenne), un personnage emblématique de tout ce qu’ils détestent, un dirigeant incapable de parler au cœur de ses concitoyens »[[99]](#footnote-99). Ce mouvement, indique Marie-Cécile Naves, s’inscrit « dans la longue tradition du populisme américain », il a « fait du président sa bête noire et lui a opposé un agenda extrémiste sur la baisse de la dette et du déficit fédéral, la diminution des impôts et des dépenses publiques, le rejet du multiculturalisme et des élites (grandes entreprises, intellectuels) », et il se targue ajoute Naves de « s’appuyer sur un savoir-faire dit ‘grassroots’ »[[100]](#footnote-100), c’est-à-dire de terrain, d’en bas, du peuple, des hommes et des femmes ordinaires. L’élite dans le discours du Tea Party, c’est le gouvernement fédéral qui dépense de l’argent qui ne lui appartient pas. Ce sont les élus qui puisent dans l’argent du contribuable pour assurer leur train de vie et pour être réélus via des programmes sociaux qui leur garantissent le soutien d’une partie de la population (les pauvres, les assistés, etc.). Le Tea Party considère que l’élite s’approprie un pouvoir que la constitution lui refuse, il lui reproche de vouloir réguler tous les aspects de la vie quotidienne pour justifier la levée de nouveaux impôts, et surtout d’instrumentaliser l’éducation, les médias et l’Université pour asseoir sa domination culturelle. Au Tea Party, au nom de la démocratie, on considère que l’élite est contre la liberté individuelle et contre le libre marché.

La dichotomie peuple/élite s’installe au Tea Party dès 2009. D’après Godet, les « Tea Partiers croient sincèrement dans l’innocence et dans la vertu des masses. Le mal ne devrait son existence qu’à la dégradation du système représentatif et à l’action d’élites corrompues. La solution : lutter contre toute forme d’autorité et ridiculiser les prétentions de l’establishment à gouverner les esprits. (…) ». Soulignons cependant, précise Godet :

*Contrairement à ce qui s’est passé en 1890 ou en 1936, devant la révélation des excès de la bulle spéculative, les manifestants ne formulent aucune demande de protection ou de réparation auprès du gouvernement. Ils exigent au contraire moins d’Etat, moins de régulation, plus de liberté individuelle et plus d’autonomie pour des institutions locales à taille humaine.[[101]](#footnote-101)*

Les individus qui incarnent l’élite varient d’un discours à l’autre. Dans sa comparaison de Jesse Jackson et Pat Robertson, Hertzke montre la différence entre les « élites économiques » qui exploitent les pauvres selon Jackson et les « élites culturelles » qui sapent les valeurs morales selon Robertson. Le premier s’en prend aux multinationales, aux financiers, aux banquiers et aux détenteurs du grand capital qui dominent Wall Street et Washington. Le second stigmatise les éducateurs, les professeurs laïques, les propriétaires de médias, les « artistes prétentieux », les « académiques libéraux », les bureaucrates du gouvernement, les féministes, les avocats de l’ACLU[[102]](#footnote-102), etc[[103]](#footnote-103), c’est-à-dire toutes les composantes d’une élite athée et corrompue sans valeurs morales ou religieuses. Dans les deux cas, malgré de grosses différences, l’objectif de leur discours est de stigmatiser une poignée d’individus qui est toujours numériquement inférieure et qui ont seulement des intérêts communs.

Enfin, au peuple laborieux qui travaille dans les campagnes, le populisme lui oppose les élites paresseuses, souvent issues de la ville, qui vivent sur le travail d’autrui et qui, de cette manière, n’ont aucun mérite : « Il est impossible de gagner honnêtement la fortune d’un ploutocrate » disait-on au People’s Party à la fin du 19ème siècle[[104]](#footnote-104). Le discours populiste représente les élites comme des parasites au sein « d’une société qui oppose la majorité productive et payeuse de taxes à une minorité de politiciens, de bureaucrates et à leurs clients » qui consomment les fruits issus de leur labeur[[105]](#footnote-105). L’élite est présente et active dans les grandes capitales occidentales où s’exerce le pouvoir politique et où se prennent les décisions économiques qui concernent les « petits » et le peuple en général. Les discours populistes stigmatisent les élites, les « technocrates » et les « fédérastes »[[106]](#footnote-106) de Bruxelles et de Washington, ou les banquiers et les spéculateurs de Wall Street et de New York[[107]](#footnote-107). A chaque fois, il est question de grandes métropoles où les élites « cosmopolites » et « mondialistes » manipulent la volonté du peuple et utilisent les fruits de son labeur pour satisfaire leurs intérêts personnels et privés.

A l’analyse, on constate que le populisme est également très souvent « anti-intellectualiste », il « se méfie du savoir et de la pensée comme de la peste ». Il est « méfiant vis-à-vis de la science parce que celle-ci émane des puissants et qu’elle sert leurs intérêts. Le populisme croit que tous les chiffres (à gauche ceux du chômage, à droite ceux de l’immigration) sont faux »[[108]](#footnote-108). C’est cette défiance vis-à-vis du savoir produit par les élites, les grandes écoles et les universités qui permettent à une partie des militants du Tea Party de rejeter les théories sur le dérèglement climatique perçues comme des mensonges ou des stratégies pour contrôler le peuple. C’est également cette défiance qui a progressivement amené Donald Trump à discréditer les analyses techniques de la candidate Hillary Clinton en campagne électorale durant l’année 2016, et plus tard, après être rentré à la Maison blanche, les commentaires des journalistes issus des grands médias dont CNN.

Les populistes et les démocrates se disputent le peuple et grâce à l’idée de minorité, la rhétorique populiste déduit le principe de l’illégitimité. L’élite qui se dit « démocrate » est illégitime, son caractère minoritaire rend son discours injustifié et par extension injuste au sens où ce qu’elle dit n’est ni juste ni justifié. C’est l’illégitimité qu’implique l’idée de minorité qui donne corps à l’argumentaire populiste et à son appel au peuple légitime. Ainsi, à l’instar de la légitimité populaire qui renvoie à la démocratie et au discours du plus grand nombre se substitue, dans le discours populiste sur les élites, l’idée d’un groupe « non-démocratique » animé par ses seuls intérêts privés, un groupe d’individus anonymes qui auraient « confisqué le pouvoir » tout en prétendant être les « vrais démocrates ». Si le bon sens populaire, le sens commun apparaît en première position dans l’ordre des revendications politiques dans le discours populiste et que les dirigeants doivent s’aligner sur celui-ci[[109]](#footnote-109), le discours « élitiste » doit être ignoré, méprisé et écarté du débat politique.

L’élite - la minorité illégitime - « dissimule »[[110]](#footnote-110), elle ment sur ce qui est bon pour le peuple, et elle finit par incarner le mal et la malhonnêteté. Les élites sont mauvaises, « impures », mal intentionnées, vicieuses, sournoises et malicieuses, elles incarnent le « mépris de la vertu populaire » et « la décadence morale »[[111]](#footnote-111). « Que suggère en effet l’idéologie populiste ? » se demande Hermet, « que la solution aux problèmes qui se posent est des plus faciles, et même toute trouvée, puisque seule la malignité d’un groupe de politiciens hypocrites et de plumitifs serviles a empêché jusqu’alors qu’elle ne s’applique dans sa clarté méridienne »[[112]](#footnote-112).

Le populisme s’appuie sur une dimension duale, dichotomique[[113]](#footnote-113) et divisée du combat social et politique et propose « une relation antagoniste entre le peuple et l’élite »[[114]](#footnote-114). Il traite le « monde compliqué avec des idées simples », il croit « encore à l’opposition univoque du vrai et du faux »[[115]](#footnote-115), et partant, il a aussi, souvent, un caractère fondamentalement polémiste. Dans sa narration, les luttes sociales, les inégalités, la crise économique, l’insécurité, le chômage et bien d’autres thèmes politiques majeurs sont évoqués par le biais d’un prisme réducteur qui oppose dans le cadre d’une relation extrêmement tendue deux acteurs uniques l’un vis-à-vis de l’autre. La réduction de l’histoire politique à la lutte entre les élites d’une part et le peuple d’autre part s’inscrit dans une vision férocement polémique du combat politique. D’après Taguieff, le « polémisme » qui caractérise la rhétorique populiste trouve ses origines dans l’affaiblissement des clivages au sein de l’espace politique.

*Lorsque (ce dernier) se ferme sur lui-même et s’indifférencie à l’intérieur, la bipolarisation perd son caractère fonctionnel, et l’idée progresse que le clivage droite/gauche est irrémédiablement ‘dépassé’(…). La confiscation techno-bureaucratique du pouvoir produit de l’apathie civique, en refoulant aux marges les débats et les controverses, bref, en disqualifiant la confrontation des orientations divergentes et des projets antagonistes. La dimension du polemos, chassée du système, se reconstitue entre le système et ses ennemis. D’où l’entrée par effraction des contradicteurs dans le parc politique réservé.[[116]](#footnote-116)*

Le populisme est un polémisme : « son appel au peuple est toujours un appel contre certains ‘autres’ »[[117]](#footnote-117).

**Le chef charismatique**

La rhétorique populiste n’aurait pas le succès que l’on connaît en Europe et aux Etats-Unis si elle n’ajoutait à son interprétation de la politique et de l’histoire l’image de l’homme providentiel qui voit les choses avec plus de lucidité que ses concitoyens, et qui sait (qui prétend savoir) exactement ce qu’il faut faire, et dans quel sens il faut aller pour lutter contre les menaces que les élites font peser sur le peuple. Le leader est alors présenté comme un homme qui fait partie du peuple ou qui tire ses origines des milieux populaires et laborieux. Il ne doit pas son succès politique, sa fortune et ses qualités personnelles à l’élite ou à une quelconque protection ou rente de situation, il s’est fait tout seul, et il a lui-même réussi à s’extraire d’une situation difficile, sans l’aide de l’élite. Ce type d’auto-présentation explique pourquoi des gens aussi riches et aussi puissants que Silvio Berlusconi, Donald Trump ou Arnold Schwarzenegger parviennent à parler au nom du peuple sans ressentir aucune contradiction, et sans être perçu comme membre de l’élite par leurs électeurs. Dans son ouvrage consacré à Donald Trump, Marie-Cécile Naves insiste sur l’obsession du futur Président pour donner l’image d’un homme déterminé, « qui a réussi dans les affaires tout en demeurant éloigné des puissants, qu’il s’agisse des financiers de Wall Street, des intellectuels ou des responsables du Parti républicain ». Et Naves d’ajouter : « il veut apparaître à la fois comme celui qui incarne le rêve américain de la réussite sociale par le travail acharné, et comme quelqu’un resté proche du peuple et de ses aspirations ». Pout Trump, les élites « ont trahi les valeurs de l’Amérique pour profiter du système et ont donc piétiné la démocratie »[[118]](#footnote-118).

Lors de sa campagne pour les primaires Démocrates de 1988, le Révérend Jesse Jackson prend lui-même les devants lorsqu’il explique à ses électeurs potentiels que ce n’est pas parce qu’il passe à la télévision, et qu’il n’a pas plus de souci à se faire sur le plan financier, qu’il n’est pas du peuple et qu’il ne comprend pas le peuple.

Pourquoi ne puis-je pas vous confronter de cette manière ? "Jesse Jackson, vous ne comprenez pas ma situation. Vous êtes à télévision. Vous ne comprenez pas. Je vous vois avec les riches, avec les stars. Vous ne comprenez pas ma situation." Je vous comprends. Vous me voyez à la télévision, mais vous ne connaissez pas ce dont je suis fait. (…) J'ai une histoire. Je n'étais pas toujours à la télévision. Des éditeurs n'étaient pas toujours devant ma porte. Lorsque je suis né, lors d'une fin d'après-midi le 8 octobre à Greenville, en Caroline du Sud, aucun rédacteur n'a demandé son nom à ma mère. (…) Ma mère n'était pas supposée s’en sortir, et je n'étais pas supposé m’en sortir. Vous voyez, je suis née d'une mère adolescente, qui fut née d'une mère adolescente. (…) Je ne suis pas né à l'hôpital. Maman n'avait pas d'assurance. Je suis né dans un lit à la maison. Né dans une maison de trois chambres, salle-de-bains dans la cour-arrière, vase à côté du lit, pas d'eau courante chaude ou froide. Je comprends. Du papier-peint pour la décoration ? Non. Pour couper le vent. Je suis une personne comme une autre. C'est pourquoi je vous comprends, que vous soyez noir ou blanc. Je comprends le travail. Je ne suis pas né avec une cuillère en argent dans la bouche, j'avais une pelle dans la main. Je suis né dans les bidonvilles, mais le bidonville n'est pas né en moi. (Applaudissements). Et s'il n'est pas né en vous, vous pouvez le faire. (Discours du Révérend Jesse Louis Jackson, le 19 1988). Texte intégral disponible sur le site Internet de Public Broadcasting Service :

http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/jesse/speeches/jesse88speech.html.*[[119]](#footnote-119)*

Dans une contribution sur le populisme à l’extrême droite au sein du système des partis français, Yves Surel montre comment Jean-Marie Le Pen s’appuie sur sa trajectoire personnelle, ou en tous les cas sur la façon dont il présente celle-ci, pour démontrer en quoi il est issu des classes populaires et qu’à ce titre il est un représentant idéal pour le peuple. Citant ce dernier lors d’un discours à la fête de Jeanne d’Arc organisée par le Front National le 1er mai 1997, on peut lire que Jean-Marie Le Pen est le « petit fils de paysans et de marins » qui travaillaient dur dans des conditions très difficiles mais aussi le fils « d’un père qui est mort pour la France » pendant la Deuxième Guerre mondiale[[120]](#footnote-120). Les origines populaires du leader populiste, son parcours courageux, ses éventuelles souffrances et les défis qu’il a relevés font de ce dernier quelqu’un qui ne peut en aucun cas être accusé d’appartenir aux élites même si financièrement il est plus proche des « riches » que du peuple. En conséquence, les leaders populistes les plus fortunés qui par leurs moyens financiers peuvent être accusés de connivence avec le « monde de l’argent et des puissants » présentent cette caractéristique étrange : ils incarnent une sorte d’élite « financière », une élite d’entrepreneur qui s’est faite toute seule à la sueur de son front, et qui, fidèle à ses origines modestes, est contre les élites « traditionnelles », des élites qui pour leur part sont nées dans de très bonnes conditions et qui n’ont donc aucun mérite pour leur ascension sociale et professionnelle. Pierre-André Taguieff rappelle :

*Dans la plupart des cas, une légende rose et édifiante (au sujet du leader) est indéfiniment diffusée : la vie exemplaire et la virilité enviable du leader, sa réussite sociale, voire son ‘honnêteté’ ou sa ‘sincérité’, sont mises en évidence (…). L’on met aussi en exergue la capacité exemplaire de contact ou de communication du leader avec le peuple, ce qui le montre proche de ‘ceux d’en bas’, et le distingue de tous les autres hommes politiques, traités comme exemplaires d’une seule et même caste, coupée du ‘peuple’.[[121]](#footnote-121)*

**Conclusion**

En rédigeant cet article, nous nous sommes appropriés la thèse selon laquelle c’est surtout l’opposition du peuple aux élites qui anime et structure, historiquement, les diverses manifestations du populisme. Nous avions l’intuition qu’il était associé abusivement à l’extrême droite, alors que l’expérience concrète lui permet de se greffer sur toutes les idéologies. Et nous pensions que les Etats-Unis étaient un terrain idéal pour le démontrer. Si des figures variées et originales de la vie politique américaine confirment l’intérêt d’une telle approche, il serait réducteur de ne pas se demander si la structure même du pouvoir aux Etats-Unis implique une vie politique inévitablement populiste, notamment en raison de la relation entre l’Etat fédéral et les Etats fédérés, dès les origines. En effet, au-delà des acteurs étudiés, la littérature témoigne d’un populisme à la Maison blanche qui concerne autant les Démocrates que les Républicains. Colleen Shogan indique que la présidence américaine a un côté naturellement anti-intellectuel[[122]](#footnote-122), elle parle de « populisme républicain » (Republican populism), et cite comme exemple Ronald Reagan ou Bush fils, notamment en raison de leur mépris vis-à-vis des intellectuels au nom du bon sens populaire.

Bill Clinton n’hésitera pas « non plus à recourir à un certain populisme dénonçant dans les Républicains le parti des ‘riches et des intérêts particuliers’ »[[123]](#footnote-123), d’après Pierre Mélandri. Arrachant la cause de « l’Américain oublié » aux Républicains qui, « depuis la fin des années 1960, l’avaient monopolisée, (Bill Clinton) affirma se présenter ‘au nom de tous ceux qui font le boulot, qui élèvent leurs enfants et respectent les règles, au nom des Américains travaillant dur qui forment notre classe moyenne oubliée ». Je suis le produit de cette classe moyenne ajoutait-il, « et quand je serai président, vous ne serez plus oubliés »[[124]](#footnote-124). Al Gore, le colistier de Bill Clinton qui allait devenir Vice-Président indiquait pour sa part, au sujet de ses adversaires : « Ils sont pour les puissants, nous sommes pour le peuple »[[125]](#footnote-125). Clinton et Gore étaient aussi en 1992 les auteurs d’un ouvrage au titre évocateur : « Putting People First : How We Can All Change America »[[126]](#footnote-126) (« Mettre les gens d’abord. Comment on peut tous changer l’Amérique »). Récemment, Barack Obama a été accusé par les Républicains et une partie de la presse de jouer la carte populiste. Ainsi en 2012, le correspondant du Guardian indiquait qu’Obama « avait utilisé son discours de l’Etat de l’Union pour lancer sa campagne de réélection en 2012, avec un discours populiste le présentant comme le champion de la classe moyenne américaine contre la petite élite, très riche, protégée, affirmait-il, par les Républicains »[[127]](#footnote-127). Plus récemment, Donald Trump, d’abord en campagne et ensuite comme occupant de la Maison blanche, a eu de nombreuses occasions pour illustrer son choix d’un discours populiste.

Si le populisme est au cœur de la vie politique américaine et que finalement tout le monde, y compris à la Maison blanche, cherche à rejouer en permanence, chacun à sa façon, la « Tea Party de Boston »[[128]](#footnote-128), il faut distinguer les acteurs qui empruntent occasionnellement un registre populiste des acteurs qui eux fondent l’entièreté de leur programme, de leurs discours et de leurs propositions dans une opposition peuple/élite structurante. Et à bien des égards, les acteurs étudiés dans cet article sont particulièrement différents des Présidents qui ont pu occuper la Maison blanche. Il y a en effet au People’s Party et au Tea Party, chez Jackson, Long, Perot, Buchanan et Schwarzenegger une différence importante qui se situe au niveau du degré d’enfoncement dans l’usage spécifique des concepts de peuple et d’élite, et au niveau de la récurrence de cet usage.

Au-delà de ce qui précède, si quelques-uns sont des « professionnels », des spécialistes de ce type de discours, et si tous peuvent avoir un « moment populiste », tous, sans exception, mobilisent un appel à la démocratie. Parce que le populisme affiche un appel fondamental à une démocratie « plus directe », où les citoyens pourraient exprimer plus facilement leurs volontés sans devoir passer par les partis, les élus, les chambres, les conseils, etc. Le populisme est un appel à une sorte de « démocratie radicale » où le pouvoir effectif serait dans les mains du peuple. Une démocratie authentique, réelle, « pure », qui correspondrait parfaitement à sa définition étymologique grecque (et sa traduction littérale: dêmos et cratos). Le projet populiste propose le retour du pouvoir « usurpé » dans les mains du peuple. Il est dans le discours populiste l’incarnation de la démocratie directe par excellence car il offre à la fois la possibilité pour chacun de proposer une politique spécifique sur un sujet déterminé mais aussi de faire éventuellement appliquer cette dernière, si d’aventure elle était approuvée par le biais d’une consultation populaire.

Le projet populiste fait l’éloge du modèle politique suisse, modèle qui illustre par excellence les possibilités concrètes du referendum dans l’organisation de la vie politique et de la société. Il a un attrait pour le principe du « recall » qui permet dans certains pays ou régions de remettre en question l’investiture d’un élu si un nombre suffisant de citoyens se mobilise dans ce sens. Le projet populiste produit des discours laudatifs sur les gouvernements et les pouvoirs locaux, les seuls à être capables de comprendre les problèmes et les aspirations du peuple. Le referendum d’initiative populaire, le système politique suisse, le principe du « recall » et les gouvernements locaux sont autant de « méthodes de gouvernement » et de procédures qui permettent de réduire l’écart entre ceux qui décident, les élites, et ceux qui sont gouvernés, le peuple.

Il n’est pas exagéré de dire que le projet populiste vise à réduire la distance entre le « peuple opprimé » et le pouvoir des élites, pouvoir qui selon lui obéit à des intérêts privés et particuliers sans lien avec la volonté populaire. La réduction de la distance entre le peuple et le pouvoir, entre les « hommes ordinaires » et la politique, entre la société au quotidien et son organisation politique, est au cœur de l’idéal populiste. Et pour parvenir à réaliser ce vaste projet, le populisme entretient un discours relativement hostile aux nombreuses institutions intermédiaires qui « occupent le terrain » (la distance en l’occurrence) entre le peuple et le pouvoir.

La place consacrée au dénigrement des « intermédiaires » dans le discours populiste peut être interprétée comme une volonté de supprimer dans le champ politique toutes formes de médiations entre la volonté du peuple d’une part, et la réalisation effective de cette dernière d’autre part. En effet, ce qui est visé dans les attaques nombreuses des populistes à l’encontre des bureaucraties, des appareils de l’Etat, des partis et des syndicats, c’est la médiation qu’ils opèrent entre les aspirations du peuple, formulées de différentes manières dans les programmes politiques des partis dominants, et leur traduction concrète dans la réalité quotidienne. C’est la médiation qu’ils incarnent entre la volonté populaire et la réalisation de cette dernière au quotidien. Le populiste glorifie l’idéal d’une « représentation sans médiations »[[129]](#footnote-129).

Le discours populiste stigmatise les élus politiques et syndicaux et les médiations institutionnelles avec beaucoup d’acharnement. Et on peut dès lors se demander si le projet populiste d’abolition de la distance entre le peuple et le pouvoir ne cacherait pas un projet plus radical d’abolition du temps en politique, le temps nécessaire à l’élaboration d’une volonté collective, à la prise d’une décision appropriée et à la mise en œuvre de son application effective. En effet, c’est le temps nécessaire au fonctionnement des démocraties représentatives qui semble le plus souvent visé par le discours populiste, un peu comme si ce temps politique - le temps des élites - était une « perte de temps » et que la vérité - la vérité populaire - n’avait pas à devoir attendre. Ce « temps politique » est considéré comme responsable du décalage entre le moment de la volonté populaire exprimée et l’application de celle-ci. Il est stigmatisé comme le principal responsable de l’écart grandissant entre la volonté populaire et l’organisation effective de la société. Le « temps politique » inhérent à la démocratie, aux médiations et à la négociation est dans la ligne de mire du populisme qui voudrait le voir disparaître au profit d’une démocratie directe idéale où la volonté populaire et son exécution effective se confondraient.

Si tout ce qui précède peut apparaître comme du simplisme et de la démagogie, rien n’exclut cependant que dans certains cas, un discours populiste dénonce un « temps politique » abusivement long, « faussement long », ce qui renvoie à nouveau à la fois à la question de la sincérité du propos évoquée dans l’introduction du présent article, mais aussi au degré d’enfoncement dans une analyse réduisant la complexité politique à la seule opposition entre le peuple et les élites. L’apparition de « Bruxelles » dans l’imaginaire collectif européen depuis plus de 20 ans n’est en effet pas sans lien avec l’image de Washington qui accompagne les Américains depuis la révolution. Dans les deux cas, on sent à la fois un abus dans la simplification, et en parallèle des discours parfois sincères pour plus de démocratie.

1. Godin, Christian, « Qu’est-ce que le populisme ? », *Cités*, 2012, n° 49, p. 12. [↑](#footnote-ref-1)
2. Mélandri, Pierre, « La rhétorique populiste aux Etats-Unis », *Vingtième siècle. Revue d’histoire*, n° 56, 1997, pp. 184-185. [↑](#footnote-ref-2)
3. Au sens où on ne soupçonne de la démagogie ou de l’exagération dans le propos. [↑](#footnote-ref-3)
4. Sur le lien complexe entre populisme et démocratie et populisme et représentation, voir le chapitre « What Populists say » de l’ouvrage : Müller, Jan-Werner, *What is populism?*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 7 et suivantes. [↑](#footnote-ref-4)
5. Dupuis-Déri, Francis, *Démocratie. Histoire politique d’un mot aux Etats-Unis et en France*, Montréal, LUX Editeur, 2013, p. 9. [↑](#footnote-ref-5)
6. *Ibid,* pp. 10-11. [↑](#footnote-ref-6)
7. « The powers not delegated to the United States by the Constitution, nor prohibited by it to the States, are reserved to the States respectively, or to the people ». [↑](#footnote-ref-7)
8. Ce qui ne veut pas dire que le concept est dès lors inutile mais qu’il faut l’utiliser en sachant exactement lesquelles de ses composantes sont susceptibles de varier. Voir la conclusion « Seven Thesis on Populism » de l’ouvrage : Müller, Jan-Werner, *op. cit.,* pp. 101-103 ; et Van Kessel, Stijn, « The populist cat-dog : applying the concept of populism to contemporary European party systems », *Journal of Political Ideologies*, vol. 19, n° 1, 2014, p. 100. [↑](#footnote-ref-8)
9. Canovan, Margaret, Populism, Londres, Junction Books, 1981. [↑](#footnote-ref-9)
10. Pour des travaux plus anciens sur la question voir notamment Goodwyn, Lawrence, *The Populist Moment,* Oxford, Oxford University Press, 1978 ; Ionescu, Ghita (ed.), *Populism. Its meaning and National Characteristics*, Londres, Weidenfield and Nicolson, 1869 (voir plus particulièrement la contribution suivante Worsley, Peter, « The Concept of Populism », pp. 212-250) et Saloutos, Theodor, *Populism : Reaction or Reform ?*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1968. [↑](#footnote-ref-10)
11. Voir notre contribution « Ideologies et populisme » dans l’ouvrage : Jamin, Jérôme, *L’extrême droite en Europe*, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 17-37. Le présent article reprend la thèse défendue dans cette dernière. [↑](#footnote-ref-11)
12. Canovan, Margaret, *op. cit*., p. 4. [↑](#footnote-ref-12)
13. Stanley, Ben, « The thin ideology of populism », *Journal of Political Ideologies*, 2008, n° 13, pp. 104-105. [↑](#footnote-ref-13)
14. Leca, Jean, « Justice pour les renards ! Comment le pluralisme peut nous aider à comprendre le populisme », *Critique*, n° 776-777, 2012, pp. 85-95.  [↑](#footnote-ref-14)
15. Groshek, Jacob, Engelbert, Jiska, « Double differentiation in a cross-national comparison of populist political movements and online media uses in the United States and the Netherlands », *New Media and Society*, n° 15, 2013, p. 185. [↑](#footnote-ref-15)
16. Canovan, Margaret, *op. cit.*, p. 173. [↑](#footnote-ref-16)
17. « Today's ceremony, however, has very special meaning because today, we are not merely transferring power from one administration to another or from one party to another, but we are transferring power from Washington, D.C. and giving it back to you, the people ». Les traductions de l’anglais en note de bas de page vers le français dans le corps du texte sont de l’auteur. [↑](#footnote-ref-17)
18. Naves, Marie-Cécile, *Trump. L’onde de choc populiste*, Limoges, FYP éditions, 2016, p. 41. [↑](#footnote-ref-18)
19. Indépendamment, encore une fois, de la question de la sincérité de celui porte le discours et de sa volonté de mettre en œuvre ses promesses, deux éléments qui relèvent d’un autre registre d’analyse. Voir Gaubert, Joël, « Malaise populiste dans la démocratie contemporaine », *Cités*, n° 49, 2012, p. 30. [↑](#footnote-ref-19)
20. Godin, Christian, *op. cit.,* p. 16. [↑](#footnote-ref-20)
21. *Ibid.*, p.21. [↑](#footnote-ref-21)
22. Howlett, Marc-Vincent, « En attendant le peuple », *Cités*, n° 49, 2012, p.86. [↑](#footnote-ref-22)
23. Stavrakakis, Yannis, Katsambekis, Giorgio, « Left-wing populism in the European periphery : the case of Syriza », *Journal of Political Ideologies*, n° 19, 2014, pp. 123-128. Les auteurs évoquent une opposition entre deux blocs, le « bloc du pouvoir », c’est-à-dire l’establishment, et en face l’opprimé, le peuple (p. 137). [↑](#footnote-ref-23)
24. Judis, John, *The Populist Explosion. How the great recession transformed American and European politics*, New York, Columbia Global Reports, 2016, p. 14. [↑](#footnote-ref-24)
25. D’après Christian Godin : « A la différence des idéologies qui ont traversé l’histoire et les sociétés depuis deux siècles, nul n’a jamais constitué une théorie du populisme. Le populisme est moins une idéologie qu’une rhétorique. Il existe une manière populiste, reconnaissable entre toutes, et qui transcende les clivages politiques et nationaux classiques ». Voir Godin, Christian, *op. cit.,* p. 15. [↑](#footnote-ref-25)
26. Ou les « travailleurs pauvres et blancs à la recherche d’un emploi » à l’image du peuple tel que présenté par Donald Trump en tant que candidat de décembre 2015 à novembre 2016. [↑](#footnote-ref-26)
27. Donald Trump a ajouté à ces catégories les médias, une partie d’Hollywood et certains lobbyistes. [↑](#footnote-ref-27)
28. Stanley, Ben, *op. cit.*, p. 95. [↑](#footnote-ref-28)
29. Sur le concept de peuple et ses difficultés dans le contexte de l’étude du populisme, voir Meny, Yves, Surel, Yves, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000, pp. 14-16. [↑](#footnote-ref-29)
30. White Anglo-Saxon Protestant. [↑](#footnote-ref-30)
31. Malgré l’évolution des phénomènes étudiés, l’ouvrage reste une référence en raison des nombreuses sphères géographiques analysées. Voir Hermet, Guy, Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIXème-XXème siècle, Paris, Fayard, 2001. [↑](#footnote-ref-31)
32. *Ibid.*, p. 70. [↑](#footnote-ref-32)
33. Betz, Hans-Georg, « Conditions Favouring the Success and Failure of Radical Right-Wing Populist Parties in Contemporary Democracies », Meny, Yves, Surel Yves, Democracies and the populist challenge, New York, Palgrave, 2002, pp. 198-205. [↑](#footnote-ref-33)
34. Meny, Yves, Surel Yves, *op. cit.,* p. 139. [↑](#footnote-ref-34)
35. Kazin, Michael, The Populist Persuasion. An American History, London, Cornell University Press, 1998, p. 3. [↑](#footnote-ref-35)
36. Voir Taggart, Paul, « New Populist Parties in Western Europe », West European Politics, vol. 18, n° 1, 1995, p. 37; et Taguieff, Pierre-André, L’illusion populiste, Paris, Berg International, 2002, p. 127. [↑](#footnote-ref-36)
37. Voir Canovan, Margaret, *op. cit.*, p. 4 et p. 290 ; Ignazi Piero, « Les partis d’extrême droite : les fruits inachevés de la société postindustrielle », Perrineau, Pascal, Les croisés de la société fermée. L’Europe des extrêmes droites, Paris, Editions de l’aube, 2001, p. 370 ; et Federici, Michael, The Challenge of populism, London, Praeger, 1991, p. 26. [↑](#footnote-ref-37)
38. Wieviorka, Michel, La démocratie à l’épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité, Paris, La Découverte, 1993, p. 82. [↑](#footnote-ref-38)
39. Stanley, Ben, *op. cit.*, p. 102. [↑](#footnote-ref-39)
40. Sullivan, Patricia, « Signification and African-American Rhetoric: A Case Study of Jesse Jackson’s ‘Common Ground and Common Sense’ Speech », *Communication Quarterly*, vol. 41, n° 1, 1993, p. 2. [↑](#footnote-ref-40)
41. « Mr. Reagan will ask us to pray, and I believe in prayer. I have come to this way by power of prayer. But then, we must watch false prophecy. He cuts energy assistance to the poor, cuts breakfast programs from children, cuts lunch programs from children, cuts job training from children, and then says to an empty table, ‘Let us pray’. (…) Apparently he is not familiar with the structure of prayer. You thank the Lord for the food that you are about to receive, not the food that just left. (…) I think that we should pray, but don't pray for the food that left. Pray for the man that took the food - to leave » (Address before the Democratic National Convention, le 18 juillet 1984). Texte integral disponible sur le site Internet de Public Broadcasting Service : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/jesse/speeches/jesse84speech.html>. [↑](#footnote-ref-41)
42. Membre du parti démocrate, vice-président sous Jimmy Carter (1977-1981). [↑](#footnote-ref-42)
43. « Address before the Democratic National Convention », le 18 juillet 1984. Texte intégral disponible sur le site Internet de Public Broadcasting Service : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/jesse/speeches/jesse84speech.html>. [↑](#footnote-ref-43)
44. Jesse Jackson évoque à ce sujet le statut de « déméritant » des afro-américains. Ils ont besoin des politiques de discrimination positive parce qu’ils sont considérés dès le départ comme n’ayant pas le même droit aux opportunités que les blancs. Aux méritants que l’on encourage répondent les déméritants que l’on discrimine, d’où la nécessité de ces lois correctrices d’après Jackson. Voir à ce sujet Callahan, Linda, « History. A Critical Scene Within Jesse Jackson’s Rhetorical Vision », *Journal of Black Studies*, vol. 24, n° 1, 1993, p. 6. [↑](#footnote-ref-44)
45. « Address before the Democratic National Convention », *op. cit.*  [↑](#footnote-ref-45)
46. *Idem.* [↑](#footnote-ref-46)
47. Hermet, Guy, op. cit., pp. 191-192. Hermet n’utilise pas ici le concept de plèbe au sens péjoratif (masse, populace, etc.) mais au sens historique latin (plebs, plebis), c’est-à-dire le peuple romain (les plébéiens) par opposition aux patriciens qui ont bien plus de droits politiques. [↑](#footnote-ref-47)
48. Judis, John, *op. cit.*, p. 21. [↑](#footnote-ref-48)
49. Stanley, Ben, *op. cit.,* p. 102. [↑](#footnote-ref-49)
50. Perot Ross, *United We Stand. How we can take back our country*, New York, Hyperion, 1992, p. 8. [↑](#footnote-ref-50)
51. Sur Ross Perot, voire : Judis, John, *op. cit.*, pp. 46-51. [↑](#footnote-ref-51)
52. « I think the principal that separates me is that 5 and a half million people came together on their own and put me on the ballot. I was not put on the ballot by either of the 2 parties; I was not put on the ballot by any PAC money, by any foreign lobbyist money, by any special interest money. This is a movement that came from the people. This is the way the framers of the Constitution intended our government to be, a government that comes from the people. Over time we have developed a government that comes at the people, that comes from the top down, where the people are more or less treated as objects to be programmed during the campaign with commercials and media events and fear messages and personal attacks and things of that nature. The thing that separates my candidacy and makes it unique is that this came from millions of people in 50 states all over this country who wanted a candidate that worked and belonged to nobody but them. I go into this race as their servant, and I belong to them. So this comes from the people » (extrait de la retranscription du premier débat télévisé entre Bill Clinton, George Bush et Ross Perot le 11 octobre 1992). Commission on Presidential Debates :

http://www.debates.org/index.php?page=october-11-1992-first-half-debate-transcript. [↑](#footnote-ref-52)
53. C’est ce qui explique qu’il peut exister des discours populistes unitaristes prononcés occasionnellement par des chefs d’Etat ou des Monarques qui se présentent comme l’émanation du peuple face à des partis politiques occupés à organiser leur propre survie. [↑](#footnote-ref-53)
54. Là où le peuple uni est inclusif et invite chacun à faire partie de la grande famille, le peuple ethnique est au contraire exclusif, il se définit par rapport à ceux qui n’en font pas partie. La dimension ethnique, raciale, linguistique ou culturelle permet alors de séparer ceux qui appartiennent et ceux qui n’appartiennent pas au peuple. [↑](#footnote-ref-54)
55. Canovan, Margaret, *op. cit.,* p. 5. [↑](#footnote-ref-55)
56. Taguieff, Pierre-André, op. cit., pp. 123-135. [↑](#footnote-ref-56)
57. Bush, George, « Address before a Joint Session of Congress on the Persian Gulf Crisis and the Federal Budget Deficit », House of Representatives, Washington DC, September 11, 1990. [↑](#footnote-ref-57)
58. Lacorne, Denis, La crise de l’identité américaine. Du melting-pot au multiculturalisme, Paris, Fayard, 1997, pp. 132-133. [↑](#footnote-ref-58)
59. *Ibid.*, p. 98. [↑](#footnote-ref-59)
60. « On one side is the new class, Third Wave America - the bankers, lawyers, diplomats, investors, lobbyists, academics, journalists, executives, professionnals, high-tech entrepreneurs – prospering beyond their dreams. (…). On the other side of the national divide is Second Wave America, the forgotten Americans left behind. White-collar and blue-collar, they work for someone else, many with hands, tools, and machines in factories soon to be hoisted onto the shopping block of some corporate downsizer in some distant city or foreign country. Second Wave America is a land of middle-class anxiety, down-sized hopes, and vanished dreams, where economic insecurity is a preexisting condition of life, and company towns become ghost towns overnight. (…). People know in their hearts that America will never again be the country they grew up in. (…). For Middle America, something went wrong. They played by the rules, but the promise was unfulfilled » (Buchanan, Pat, The Great Betrayal: How American Sovereignty and Social Justice Are Being Sacrificed to the Gods of the Global Economy, Little, Brown and Company, 1998, pp. 6-7). [↑](#footnote-ref-60)
61. « In 1960, people of European ancestry were one-fourth of the world’s population; in 2000, they were one-sixth; in 2050, they will be one-tenth. These are the statistics of a vanishing race. (…). Outside of Muslim Albania, no European nation is producing enough babies to replace its population. Hispanics are now the major ethnic group in four of Texas’s five biggest cities (…). America is going the way of California and Texas (…). By 2050, Euro-Americans, (…), will be a minority, due to an immigration policy that is championed by Republicans » (Buchanan Pat, *The Death of the West: How Dying Populations and Immigrant Invasions Imperil Our Country and Civilization*, New York : St. Martin’s Press, 2002, p.136). [↑](#footnote-ref-61)
62. La citation provient d’un ouvrage publié en 2000, soit bien avant l’émergence du Tea Party qui illustre aujourd’hui assez bien ce que peut être un mouvement décentralisé, même si certaines figures, comme Sarah Palin, apparaissent aussi comme des figures charismatiques. [↑](#footnote-ref-62)
63. Berlet, Chip, Lyons, Matthew, Right-Wing Populism in America, New York, Guilford Press, 2000, pp. 4-5. [↑](#footnote-ref-63)
64. *Ibidem.,* pp. 4-5. [↑](#footnote-ref-64)
65. Stavrakakis, Yannis, Angelopoulos, Panos, « Peuple, populisme et anti-populisme : le discours politique grec à l’ombre de la crise européenne », *Actuel Marx*, n° 54, 2013, p. 123. [↑](#footnote-ref-65)
66. Judis, John, *op. cit.,* p. 14. [↑](#footnote-ref-66)
67. En campagne électorale, Margaret Thatcher se positionnait en faveur du peuple contre les élites politiques travaillistes et surtout contre les élites syndicales. Taguieff, Pierre-André, *op. cit.,* p. 116. [↑](#footnote-ref-67)
68. Betz, Hans-Georg, The New Politics of the Right, New York, St. Martin’s Press, 1998, p. 4. [↑](#footnote-ref-68)
69. Une comparaison du même ordre en France a été réalisée sur Jean-Marie Le Pen et Bernard Tapie. Voir Saussez, Thierry, (1992), *Tapie-Le Pen. Les jumeaux du populisme*, Paris, Edition N°1, 1992. [↑](#footnote-ref-69)
70. Hertzke, Allen, Echoes of Discontent. Jesse Jackson, Pat Robertson, and the Resurgence of Populism, Washington, Congressional Quarterly Press, 1993, p. 4. [↑](#footnote-ref-70)
71. Betz, Hans-Georg, *op. cit.,* p. 5. [↑](#footnote-ref-71)
72. Sur Huey Long, voir notre chapitre « 1929 et le populisme aux Etats-Unis. Les cas du père Coughlin et de Huey Long », Provenzano, François, Goin, Emilie, *Usages du peuple*, Liège, Presses universitaires de Liège, 2017, pp. 67-78 ; McNicol Stock, Catherine, *Rural radicals. Righteous Rage in the American Grain*, Londres, Cornell University Press, 1996, pp. 84-85 ; et Judis, John, *op. cit.,* pp. 28-32. [↑](#footnote-ref-72)
73. Cité par Berlet, Chip, Lyons, Matthew, *op. cit.,* p. 127. [↑](#footnote-ref-73)
74. « Both of these men, Mr. Hoover and Mr. Roosevelt, came out and said there had to be a decentralization of wealth, but neither one of them did anything about it. (…) But I wish to warn you now that nothing that has been done up to this date has taken one dime away from these big fortune-holders; they own just as much as they did, and probably a little bit more; they hold just as many of the debts of the common people as they ever held, and probably a little bit more; and unless we, my friends, are going to give the people of this country a fair shake of the dice, by which they will all get something out of the funds of this land, there is not a chance on the topside of this God's eternal earth by which we can rescue this country and rescue the people of this country »(extrait de « Share Our Wealth. Every Man a King », discours à la radio le 23 février 1934). Le texte intégral est disponible sur le site dédié à la vie et aux archives relatives à Huey Long : http://www.hueylong.com/programs/share-our-wealth-speech.php. [↑](#footnote-ref-74)
75. Il s’agit du journal de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) une association qui défend encore aujourd’hui les droits des personnes de couleur et lutte contre les discriminations raciales. [↑](#footnote-ref-75)
76. Berlet, Chip, Lyons, Matthew, *op. cit.,* p. 126. [↑](#footnote-ref-76)
77. Hermet, Guy, op. cit., p. 77. [↑](#footnote-ref-77)
78. Extraits cités par Canovan, Margaret, *op. cit.,* p. 155. [↑](#footnote-ref-78)
79. Voire le cœur conceptuel du populisme chez Stanley (Populism as a distinct ideology : The conceptual core), Stanley, Ben, *op. cit.,* p. 102. [↑](#footnote-ref-79)
80. *Ibid.,* p. 104. [↑](#footnote-ref-80)
81. Respectivement Nouvelle Démocratie, La Gauche démocrate, et Le mouvement socialiste panhellénique. [↑](#footnote-ref-81)
82. Stavrakakis, Yannis, Katsambekis, Giorgio, « Left-wing populism in the European periphery: the case of Syriza », *op. cit.,* pp. 130-131. [↑](#footnote-ref-82)
83. Rioux, Jean-Pierre, « La tentation populiste », *Cités*, n° 49, 2012, p. 67. [↑](#footnote-ref-83)
84. D’après l’Union démocratique pour le respect du travail (UDRT) en Belgique à la fin des années 80 au sujet des dirigeants politiques et syndicaux. L’UDRT est un parti qui a vu le jour en Belgique francophone en 1978 et qui a obtenu certains résultats électoraux significatifs pendant une petite dizaine d’années. Voir Delwit, Pascal, De Waele, Jean-Michel, Rea, Andrea, *L’extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Complexe, 1998, p. 61. Lire également Van Eesbeeck, Patrick, *L’U.D.R.T. De la révolte anti-fiscale des indépendants au libéralisme économique radical*, Bruxelles, M.L.D. Publisher Paul Didier, 1985. [↑](#footnote-ref-84)
85. Hauter, François, « Le Tea Party, ou le malaise de l’’Amérique profonde’ », *Le Débat*, n° 163, 2011, p. 44. [↑](#footnote-ref-85)
86. Ancien membre du Ku Klux Klan, plusieurs fois candidat à différents niveaux de pouvoir pour le parti républicain, David Duke défend des positions ouvertement en faveur de la suprématie de la race blanche aux Etats-Unis. Sur David Duke, voir notamment Rose, Douglas, *The Emergence of David Duke and the Politics of Class*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1992. [↑](#footnote-ref-86)
87. Singh, Robert, The Farrakhan Phenomenon, Washington DC, Georgetown University Press, 1997, p.183 et 184. [↑](#footnote-ref-87)
88. Extraits cités par Canovan, Margaret, *op. cit.*, pp.33-34 et p. 51. Sur cette citation et son contexte, voir Müller, Jean-Werner, *op. cit.*, pp. 87-88. [↑](#footnote-ref-88)
89. Brown, Gwen, « Deliberation and its Discontents : H. Ross Perot’s Antipolitical Populism », Schedler, Andreas, The End of Politics?, Mac Millan Press Ltd, 1997, p. 122. [↑](#footnote-ref-89)
90. Extrait de la retranscription du premier débat télévisé entre Bill Clinton, George Bush et Ross Perot le 11 octobre 1992 Commission on Presidential Debates :

<http://www.debates.org/index.php?page=october-11-1992-first-half-debate-transcript>. [↑](#footnote-ref-90)
91. Extrait de la retranscription du premier débat télévisé entre Bill Clinton, George Bush et Ross Perot le 11 octobre 1992 Commission on Presidential Debates :

http://www.debates.org/index.php?page=october-11-1992-first-half-debate-transcript. [↑](#footnote-ref-91)
92. Perot, Ross, *op. cit.,* p. 13. [↑](#footnote-ref-92)
93. *Ibid.,* p. 23. [↑](#footnote-ref-93)
94. Parmi les groupes d’intérêts dans le collimateur de Schwarzenegger, il y a notamment les structures qui défendent les contrats des employés de l’Etat et l’industrie du jeu détenue en bonne partie par les Indiens. Voir à ce sujet Andrade, Ronald, « True Lies. Governor Schwarzenegger and Other political Leaders’ Response to Tribal Issues », *American Behavioral Scientist*, vol. 50, n° 3, 2006. Et aussi le *New York Times* du 2 octobre 2003. [↑](#footnote-ref-94)
95. Discours d’investiture le 17 novembre 2003. [↑](#footnote-ref-95)
96. « This election was not about replacing one man. It was not about replacing one party. It was about changing the entire political climate of this state. Everywhere I went during my campaign, I could feel the public hunger for our elected officials to work together, to work openly and to work for the greater good. This election was the people's veto for politics as usual »(discours d’investiture le 17 novembre 2003). [↑](#footnote-ref-96)
97. State of the State Address, 5 janvier 2005. [↑](#footnote-ref-97)
98. Voir Skocpol, Theda, Williamson, Vanessa, *The Tea Party and the Remaking of American Conservatism*, Oxford, Oxford University Press, 2012 ; et la partie consacrée au Tea Party dans Judis, John, *op. cit.,* pp. 53-59. [↑](#footnote-ref-98)
99. Hauter, François, *op. cit.*, p. 41. [↑](#footnote-ref-99)
100. Naves, Marie-Cécile, *op. cit.*, pp. 35-36. [↑](#footnote-ref-100)
101. Godet, Aurélie, Le Tea Party – Portrait d’une Amérique désorientée, Paris, Editions Vendémiaire, 2012, pp. 53-54. [↑](#footnote-ref-101)
102. L’*American Civil Liberties Union* est une des principales associations américaines de défense des droits fondamentaux tels que la liberté d’expression, l’égalité des chances, le droit des minorités, etc. [↑](#footnote-ref-102)
103. Hertzke, Allen, op. cit., p. 4. [↑](#footnote-ref-103)
104. Extrait cité par Canovan, Margaret,  *op. cit.,* pp. 52-54. [↑](#footnote-ref-104)
105. Betz, Hans-Georg, *op. cit.,* p. 5. [↑](#footnote-ref-105)
106. Propos de Jean-Marie Le Pen cité par Chebel d’Appollonia, Ariane, L’extrême droite en France, De Maurras à Le Pen, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 379. [↑](#footnote-ref-106)
107. Canovan, Margaret, *op. cit.,* p. 33. [↑](#footnote-ref-107)
108. Godin, Christian, *op. cit.,* p. 18. [↑](#footnote-ref-108)
109. Hermet, Guy, *op. cit.,* p. 78. [↑](#footnote-ref-109)
110. Godin, Christian, *op. cit.*, p. 16. [↑](#footnote-ref-110)
111. Hermet, Guy, *op. cit.,* p. 77. [↑](#footnote-ref-111)
112. *Ibid.,* p. 78. [↑](#footnote-ref-112)
113. Stavrakakis, Yannis, Katsambekis Giorgos, « Left-wing populism in the European periphery : the case of Syriza », *op. cit.,* pp. 123-128. [↑](#footnote-ref-113)
114. Stanley, Ben, *op. cit.,* p. 102. [↑](#footnote-ref-114)
115. Godin, Christian, *op. cit.,* p. 17. [↑](#footnote-ref-115)
116. Taguieff, Pierre-André, *op. cit.,* pp. 16-17. [↑](#footnote-ref-116)
117. *Ibid.,* p. 103. [↑](#footnote-ref-117)
118. Naves, Marie-Cécile, *op. cit.*, p. 55. [↑](#footnote-ref-118)
119. « Why I cannot challenge you this way? ‘Jesse Jackson, you don't understand my situation. You be on television. You don't understand. I see you with the big people. You don't understand my situation’. I understand. You see me on TV, but you don't know the me that makes me, me. (…) I have a story. I wasn't always on television. Writers were not always outside my door. When I was born late one afternoon, October 8th, in Greenville, South Carolina, no writers asked my mother her name (…). My mama was not supposed to make it, and I was not supposed to make it. You see, I was born of a teen-age mother, who was born of a teen-age mother. (…) I understand. I wasn't born in the hospital. Mama didn't have insurance. I was born in the bed at [the] house. I really do understand. Born in a three-room house, bathroom in the backyard, slop jar by the bed, no hot and cold running water. I understand. Wallpaper used for decoration? No. For a windbreaker. I understand. I'm a working person's person. That's why I understand you whether you're Black or White. I understand work. I was not born with a silver spoon in my mouth. I had a shovel programmed for my hand. (…) I was born in the slum, but the slum was not born in me. (Applause) And it wasn't born in you, and you can make it » (Address by The Reverend Jesse Louis Jackson, le 19 juillet 1988). Texte intégral disponible sur le site Internet de Public Broadcasting Service :

http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/jesse/speeches/jesse88speech.html. [↑](#footnote-ref-119)
120. Surel, Yves, « Populism in the French Party System », Meny, Yves, Surel, Yves, Democracies and the populist challenge, New York, Palgrave, 2002, p. 148. Voir également la contribution plus récente Surel, Yves, « Populisme et démocratie », Taguieff, Pierre-André, *Le retour du populisme. Un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Encyclopaedia Universalis, 2004, p. 107. Dans le même ouvrage collectif mais cette fois-ci sur Jörg Haider « l’outsider » proche du peuple, le « Robin des bois », lire Betz, Hans-Georg, « Une mobilisation politique de la droite radicale : le cas autrichien », p. 39 et suivantes. [↑](#footnote-ref-120)
121. Taguieff, Pierre-André, *op. cit.,* pp. 130-131. [↑](#footnote-ref-121)
122. Shogan, Colleen, « Anti-Intellectualism in the Modern Presidency: A Republican Populism », *Perspectives on Politics*, vol. 5, n° 2, 2007. [↑](#footnote-ref-122)
123. Mélandri, Pierre, *Histoire des Etats-Unis II. Le déclin ? Depuis 1974*, Paris, Perrin, 2008, p. 350. [↑](#footnote-ref-123)
124. Cité par Mélandri, Pierre, « La rhétorique populiste aux Etats-Unis », *op. cit.,* p. 199. [↑](#footnote-ref-124)
125. Cité par Leca, Jean, *op. cit.,* pp. 85-95. [↑](#footnote-ref-125)
126. Clinton, Bill, Gore, Albert, *Putting People First : How We Can All Change America,* Times Book, 1992. [↑](#footnote-ref-126)
127. <http://www.theguardian.com/world/2012/jan/25/state-of-the-union-obama-fairer>. [↑](#footnote-ref-127)
128. Hauter, François, *op. cit.*, p. 40. [↑](#footnote-ref-128)
129. Van Kessel, Stijn, *op. cit.*, p. 101. [↑](#footnote-ref-129)